



DALET
DIGITAL MEDIA SYSTEMS

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2011

DALET S.A.
Société Anonyme au capital de 7.058.944 €
Siège social : 16, rue Rivay – 92300 Levallois-Perret

378 017 016 RCS Nanterre

Sommaire

COMPTES ANNUELS au 31 décembre 2011	4
1. Bilan	4
2. Compte de résultat	5
3. Annexe aux comptes sociaux	6
3.1. Nature et description de l'activité	6
3.2. Faits caractéristiques de l'exercice	6
3.3. Evénements postérieurs à la clôture	6
3.4. Règles et méthodes comptables	6
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	32
COMPTES CONSOLIDES au 31 décembre 2011	34
1. Etat de la situation financière au 31 décembre 2011	34
2. Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2011	35
3. Etat du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2011	36
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011	37
5. Variation des capitaux propres du groupe	38
6. Notes annexes aux comptes consolidés	39
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	67
RAPPORT DE GESTION	69
1. Rapport sur la gestion du groupe	70
2. Rapport de gestion sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé	80
3. Proposition de renouvellement ou d'autorisation de délégations au Conseil d'Administration	97
Annexe 1 : Tableau des 5 derniers exercices	98
Annexe 2 : Tableau récapitulatif des autorisations d'émission de titre de capital et de créance en cours de validité et niveau de leur utilisation	99
Annexe 3 Tableau relatif à la publicité des honoraires des Commissaires aux Comptes	103

Déclaration du Président

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

David LASRY
Président directeur général

COMPTES ANNUELS au 31 décembre 2011

1. Bilan

au 31 décembre 2011
(montants en euros)

	Notes	31-déc.-11	31-déc.-10
ACTIF			
Immobilisations incorporelles	1	9 374 855	9 558 461
Immobilisations corporelles	2	163 037	135 385
Immobilisations financières	3	7 508 113	7 205 022
Total de l'actif immobilisé		17 046 005	16 898 868
Stocks et en cours	4	112 678	177 240
Clients et comptes rattachés	5	6 459 871	5 779 932
Autres créances	6	1 758 558	1 493 877
Valeurs mobilières de placement	7	39 980	81 845
Disponibilités		2 242 068	1 507 310
Total de l'actif circulant		10 613 155	9 040 204
Charges constatées d'avance	21	359 130	234 905
Charges à répartir sur plusieurs exercices	21	0	0
Ecarts de conversion actif	21	55 344	40 601
Total de l'actif		28 073 634	26 214 578
PASSIF			
Capital		7 058 944	7 058 946
Primes d'émission et de fusion		9 571 992	17 102 116
Réserves		491 495	162 756
Report à nouveau		0	-10 266 763
Résultat de l'exercice		542 734	3 065 380
Total des capitaux propres	8	17 665 165	17 122 435
Provisions pour risques et charges	9	257 922	78 716
Emprunts et dettes financières	10	595 355	1 128 618
Fournisseurs et comptes rattachés		5 210 981	3 549 219
Dettes fiscales et sociales	11	1 264 497	1 112 199
Autres dettes	12	1 335 415	1 180 340
Total des dettes		8 406 248	6 970 376
Produits constatés d'avance	21	1 577 887	1 980 021
Ecarts de conversion passif	21	166 412	63 030
Total du passif		28 073 634	26 214 578

2. Compte de résultat

pour l'exercice clos le 31 décembre 2011
(montants en euros)

	Notes	2011	2010
Chiffre d'affaires	13	20 286 058	16 600 188
Autres produits d'exploitation	14	2 679 754	2 403 425
Produits d'exploitation		22 965 812	19 003 613
Achats et variation de stocks	15	1 412 139	2 036 260
Autres charges externes	16	14 389 758	10 908 846
Impôts et taxes		310 326	198 693
Charges de personnel		4 483 649	3 781 828
Dotations aux amortissements	17	2 433 349	1 827 924
Dotations aux provisions		295 772	179 198
Autres charges		91 085	283 264
Charges d'exploitation		23 416 078	19 216 013
Résultat d'exploitation		-450 266	-212 400
Produits financiers		634 893	3 042 442
Charges financières		380 192	315 727
Résultat financier		254 701	2 726 715
Résultat courant avant impôts		-195 565	2 514 315
Résultat exceptionnel		83 937	35 476
Impôts sur les bénéfices	20	-654 362	-515 589
Résultat net		542 734	3 065 380

3. Annexe aux comptes sociaux

3.1. Nature et description de l'activité

Dalet propose une gamme complète de solutions de numérisation dans le domaine des médias.

3.2. Faits caractéristiques de l'exercice

En date du 5 avril 2011, et en application d'une décision de l'Assemblée Générale Mixte du 24 juin 2010, le Conseil d'administration a fait procéder à un regroupement des actions composant le capital social à raison d'une action nouvelle de 2,00 euros de valeur nominale pour cinq actions anciennes de 0,40 euro de valeur nominale. Le capital constitué de 17.647.364 actions a dans un premier temps été réduit de 4 actions, puis divisé par 5 pour s'établir à 3.529.472 titres de 2,0 euros de valeur nominale.

3.3. Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

3.4. Règles et méthodes comptables

[Code de commerce – articles 8, 9 et 11]

[Décret n° 83 –1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3]

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément à la continuité de l'exploitation, à l'indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles**

- Logiciels acquis

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Ils sont amortis selon le mode linéaire :

- 12 mois si la valeur unitaire est inférieure à 1.500 euros,
- 3 ans si la valeur unitaire est supérieure à 1.500 euros.

- Fonds de commerce

Les fonds de commerce ne sont pas amortis.

Un test de valeur est pratiqué une fois par an, entraînant la comptabilisation d'une provision si la valeur d'évaluation devient inférieure à la valeur inscrite à l'actif du bilan.

- Logiciels créés à usage commercial

Les frais de recherche et développement engagés par la Société sont activés dans le respect des critères définis par les règlements 2002-10 du CRC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et 2004-6 relatif à la définition des actifs.

Les frais de développement sont activés lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- le projet est clairement identifié et suivi de façon individualisée et fiable ;
- le projet a de sérieuses chances de réussite technique ;
- le projet a de sérieuses chances de rentabilité commerciale pour les logiciels destinés à être loués, vendus ou commercialisés ;
- la société manifeste son intention de produire, de commercialiser ou d'utiliser en interne les logiciels concernés ;
- les frais faisant l'objet d'activation sont ceux directs, internes et externes, engagés durant les phases d'analyse organique, de programmation, de tests, et pour le développement de ces logiciels.

Les amortissements sont calculés, suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue, soit dans la pratique de 24 à 36 mois.

• **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les frais d'entretien et de réparations sont constatés en charge dans l'exercice.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel de bureau et informatique : linéaire sur 3 ans,
- Mobilier de bureau : linéaire sur 5 ans,
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans.

• **Immobilisations financières**

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition.

Lorsque leur valeur d'inventaire à la date de clôture est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence. La valeur d'inventaire des titres tient compte notamment du montant des capitaux propres, de la rentabilité à long terme et d'éléments stratégiques.. De plus, il est comptabilisé une provision sur les créances à hauteur de la situation nette négative. Si cette dernière est supérieure aux créances inscrites à l'actif du bilan, une provision complémentaire est comptabilisée en provision pour risque.

Les avances consenties aux filiales en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions ; il est tenu compte des écarts de conversion résultant de la conversion des soldes au cours de clôture.

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements versés.

- **Stocks**

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques et de matériel informatique.

Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés en tenant compte de l'ancienneté des références.

- **Clients et comptes rattachés**

La société commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Elle évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

Les risques de recouvrement clients sont appréciés d'une part en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatés en provision pour dépréciation. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques. La méthode d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de dépréciation variant selon l'ancienneté) avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

- **Ecart de conversion**

Les écarts de conversion qui figurent au bilan correspondent à la différence entre les créances et les dettes converties au cours des devises mensuelles et le cours des devises à la clôture de l'exercice.

- **Actions propres**

Les actions propres sont détenues dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites accordées par le conseil d'administration.

- **Provisions pour risques**

Des provisions pour risques sont constatées pour couvrir des risques, nettement précisés quant à leur objet, que des évènements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable.

Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

- **Chiffre d'affaires**

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires sont les suivantes :

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des

produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

Intégration de Systèmes associée à des ventes de progiciels ou de matériels (projets dits "complexes")

La part de revenu relative aux ventes de progiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

Ventes de Progiciels et de Matériel

Pour les ventes de progiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

- **Résultat exceptionnel**

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

- **Engagements en matière de retraite**

Conformément aux dispositions de la loi française, la société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de fin de carrière. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les montants des paiements futurs sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

L'engagement dû à ce titre n'est pas comptabilisé en provisions pour risques et charges, mais figure dans les engagements hors bilan.

- **Instruments financiers**

La Société et ses filiales peuvent avoir recours à des instruments financiers comme des couvertures de change ou des achats d'options pour couvrir des risques liés à la fluctuation des taux d'intérêt ou de change.

NOTE 1 : Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-11				31-déc.-10
	Valeurs brutes	Amortissements	Provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Logiciels	633 039	441 411		191 628	300 836
Logiciels créés à usage commercial	13 781 622	11 404 236		2 377 386	3 200 500
Logiciels en cours de réalisation	1 305 841			1 305 841	557 125
Fonds de commerce	5 599 092		99 092	5 500 000	5 500 000
Total	21 319 594	11 845 647	99 092	9 374 855	9 558 461

L'évolution des immobilisations incorporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-10	Augmentations	Diminutions	Reclassement	31-déc.-11
Logiciels	628 195	4 844			633 039
Logiciels créés à usage commercial	12 335 526	986 449		459 647	13 781 622
Logiciels en cours de réalisation	557 125	1 264 506	56 143	-459 647	1 305 841
Fonds de commerce	5 599 092				5 599 092
Total	19 119 938	2 255 799	56 143	0	21 319 594
<i>Amortissements</i>	9 462 385	2 383 262			11 845 647
<i>Provisions</i>	99 092				99 092
Valeurs nettes	9 558 461		56 143	0	9 374 855

Le fonds de commerce de 5.599.092 euros correspond :

- à une acquisition de 1998 pour une activité dans le domaine des logiciels audionumériques dénommée Numisys pour 99.092 euros. Le test de valeur pratiqué sur cet actif incorporel a révélé une valeur nulle en raison de l'arrêt définitif des activités. A ce titre, une provision pour dépréciation de 99.082 euros a été comptabilisée en 2005.
- à l'évaluation de l'activité de DDMS France suite à la fusion-absorption de 2003 pour 5.500.000 euros.

Le test de valeur effectué au 31 décembre 2011 sur la base des hypothèses retenues au moment de la fusion a montré une valeur supérieure à celle inscrite au bilan, ne justifiant donc pas la dotation d'une provision.

NOTE 2 : Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-11			31-déc.-10
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Installations générales, agenc. et aménagements divers	79 171	12 252	66 919	74 087
Matériel de transport	89 953	47 345	42 608	34 640
Matériel de bureau et informatique, mobilier	583 238	529 728	53 510	26 658
Total	752 362	589 325	163 037	135 385

L'évolution des immobilisations corporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-10	Augmentations	Diminutions	31-déc.-11
Installations générales, agenc. et aménagements divers	75 331	3 840	0	79 171
Matériel de transport	67 695	22 491	233	89 953
Matériel de bureau et informatique, mobilier	532 880	52 462	2 104	583 238
Total	675 906	78 793	2 337	752 362
<i>Amortissements</i>	540 521	50 087	1 283	589 325
Valeurs nettes	135 385		1 054	163 037

NOTE 3 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-11			31-déc.-10
	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Titres de participation	11 549 565	4 153 058	7 396 507	7 129 845
Créances rattachées aux participations	430 282	362 223	68 059	0
Prêts et autres immobilisations financières	43 547		43 547	75 177
Total	12 023 394	4 515 281	7 508 113	7 205 022

L'évolution des immobilisations financières et des provisions s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-10	Augmentations	Diminutions	31-déc.-11
Titres de participation	11 557 050	56 507	63 992	11 549 565
Créances rattachées aux participations	416 637	68 059	54 414	430 282
Prêts et autres immobilisations financières	75 177	8 051	39 681	43 547
Total	12 048 864	132 617	158 087	12 023 394
<i>Provisions</i>	4 843 842	99 853	428 414	4 515 281
Valeurs nettes	7 205 022			7 508 113

L'augmentation des titres de participation correspond à l'augmentation de capital de notre filiale en Asie pour 100.000 SGD.

La diminution de 63.992 euros correspond à l'application de la garantie de passif prévue dans le contrat d'acquisition de notre filiale Gruppo TNT qui a eu lieu le 9 juillet 2010.

Le détail des filiales et des participations est le suivant à la date du 31 décembre 2011 :

Filiale (en milliers)	Capital (en devises)	Capitaux propres autres que le capital (en devises)	%	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		Montant des cautions et avals donnés par la société	CA.H.T. du dernier exercice clos (KE)	Résultat (KE)	Observations devises 1 € =
				Brute (KE)	Nette (KE)	Brute (KE)	Nette (KE)				
Dalet Digital Média Systems USA	7.172 KUSD	(4.563) KUSD	100.00%	5 768	5 294	-	-	-	9 152	380	1.391955 USD
Dalet Limited	5 KGBP	89 KGBP	100.00%	8	8	-	-	-	455	12	0.867884 GBP
Dalet Sistemas Espana	60 KE	89 KE	99.98%	60	60	-	-	-	245	10	
Gefen	50 KILS	9.070 KILS	99.90%	10	10	-	-	-	7 148	443	4.977511 ILS
Dalet GmbH	25 KE	14 KE	100.00%	3 604	39	-	-	-	0	-43	
Dalet Australia Pty Ltd	-	314 KAUD	100.00%	-	-	68	68	-	1 549	7	1.348395 AUD
Dalet Systems Asia Pte	200 KSGD	(814) KSGD	100.00%	114	-	362	-	-	469	19	1.748873 SGD
Gruppo TNT S.R.L	102 KE	664 KE	100.00%	1 986	1 986				6 339	511	
TOTAL				11 550	7 397	430	68			1 339	

Note : le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.

Note : Aucun dividende n'a été perçu par Dalet S.A. de la part de ses filiales.

Note : la filiale italienne Gruppo TNT S.R.L a changé de raison sociale en date du 2 mars 2012, elle a été renommée Dalet Italia S.R.L

Les éléments concernant les entreprises liées et les participations se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-11	31-déc.-10
Titres de participation	11 549 565	11 557 050
Créances rattachées aux participations	430 282	416 637
Total immobilisations	11 979 847	11 973 687
Créances clients et comptes rattachés	2 534 597	1 224 574
Dettes financières	17 957	418 230
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 021 690	2 056 657
Total	11 474 797	10 723 374
Charges d'intérêt liées aux participations	921	14 562

NOTE 4 : Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-10	Augmentations	Diminutions	31-déc.-11
Cartes audionumériques et autres matériels informatiques	189 951		76 721	113 230
Total	189 951	0	76 721	113 230
<i>Provisions</i>	12 711	552	12 711	552
Valeurs nettes	177 240			112 678

NOTE 5 : Clients et comptes rattachés

Le détail du poste clients est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-10	Augmentations	Diminutions	31-déc.-11
Créances clients	6 049 688	500 608	0	6 550 296
<i>Provisions</i>	269 756	78 469	257 800	90 425
Valeurs nettes	5 779 932			6 459 871

Créances à 1 an au plus	5 682 585	6 317 890
Créances à plus d'un an	367 103	232 406

La répartition entre créances clients hors groupe et groupe est la suivante :

(montants en euros)	31-déc.-10	Augmentations	Diminutions	31-déc.-11
Créances clients - hors groupe	4 825 114		809 415	4 015 699
<i>Provisions</i>	249 888	78 469	240 786	87 571
Valeurs nettes	4 575 226			3 928 128

Créances à 1 an au plus	4 532 084	3 857 366
Créances à plus d'un an	293 030	158 333

En dépit d'une augmentation du chiffre d'affaires hors groupe de 13.4 %, les créances clients diminuent au 31 décembre 2011. Ceci s'explique par la valeur exceptionnelle des créances clients au 31 décembre 2010.

(montants en euros)	31-déc.-10	Augmentations	Diminutions	31-déc.-11
Créances clients - groupe	1 224 574	1 310 023		2 534 597
<i>Provisions</i>	19 868		17 014	2 854
Valeurs nettes	1 204 706			2 531 743

Créances à 1 an au plus	1 150 501	2 460 524
Créances à plus d'un an	74 073	74 073

NOTE 6 : Autres créances

Elles s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-11	31-déc.-10	à 1 an au plus	à plus d'un an
Fournisseurs - avance	2 000	2 000		2 000
Fournisseurs - avoirs non parvenus	4 508	2 392	4 508	
Personnel et comptes rattachés	47 100	58 521	2 569	44 531
Organismes sociaux	76	8 345	76	
Affacturation - dépôt de garantie	0	0	0	0
Affacturation - créances	838 754	804 857	838 754	
Crédit d'impôt recherche	650 504	513 303	650 504	
Crédit d'impôt en faveur de l'intéressement	3 858	2 286	3 858	
Taxe sur la valeur ajoutée	220 187	102 173	206 014	14 173
Débiteurs divers	5 744	0	5 744	
Autres créances	1 772 731	1 493 877	1 712 027	60 704
<i>Provisions</i>	14 173			
Valeurs nettes	1 758 558	1 493 877		

Créances à 1 an au plus 1 712 027 1 452 491

Créances à plus d'un an 60 704 41 386

Le poste « Affacturation – créances » se décompose de la façon suivante :

- des cessions de créances clients pour : 797.921 euros
- et de créances sur l'organisme d'affacturation pour : 40.833 euros

NOTE 7 : Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées intégralement de Sicav monétaires.

(montants en euros)	31-déc.-10	Augmentations	Diminutions	31-déc.-11
Actions propres	41 160	39 980	41 160	39 980
Sicav court terme	40 685		40 685	0
Total	81 845	39 980	81 845	39 980

Les actions propres qui étaient détenues au 31 décembre 2010 ont été remises aux salariés conformément au conseil d'administration du 24 février 2011, dans le cadre d'un plan d'attribution d'actions gratuites décidé par le conseil d'administration du 23 février 2009.

Les 10.705 actions propres détenues au 31 décembre 2011 ont été achetées dans le cadre d'une attribution d'actions gratuites en faveur de certains dirigeants décidée par le conseil d'administration du 30 août 2010.

Le produit net de cession des Sicav a généré un produit financier de 1.173 euros.

NOTE 8 : Variation des capitaux propres

(montants en euros)	31-déc.-10	Réduction de capital	Affectation du résultat	Résultat 2011	Autres	31-déc.-11
Capital	7 058 946	-2				7 058 944
Prime d'émission	11 519 598				-7 530 124	3 989 474
Prime de fusion	3 241 032					3 241 032
Prime d'apport	2 336 088					2 336 088
Bons de souscription d'actions	5 398					5 398
Réserve légale	6 500		212 741			219 241
Réserves indisponibles	128 000				116 000	244 000
Autres réserves	28 256	-2				28 254
Report à nouveau	-10 266 763		2 852 639		7 414 124	0
Résultat de l'exercice	3 065 380		-3 065 380	542 734		542 734
Total	17 122 435	-4	0	542 734	0	17 665 165

Les réserves indisponibles de 244.000 euros correspondent à 64.000 actions gratuites à émettre décidées par le conseil d'administration du 30 août 2010 et 58.000 actions gratuites à émettre décidées par le conseil d'administration du 26 avril 2011.

- **Composition du capital**

Au 31 décembre 2011, le capital de Dalet SA est représenté par 3.529.472 actions d'une valeur nominale de 2 euros, soit un capital social de 7.058.944 euros.

Les actions composant le capital se répartissent ainsi selon leur nature :

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres		
		créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	en fin d'exercice
titres à vote simple	2.0	2 906		2 680 305
titres à vote double	2.0	-3 811		838 462
titres auto détenus	2.0	905		10 705
Total		0	0	3 529 472

- **Plans d'attribution d'options de souscription d'actions**

Assemblée générale mixte du 30 juin 2006 :

L'assemblée générale mixte du 30 juin 2006 a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de Commerce des options donnant droit, si elles sont levées, à la souscription et/ou à l'achat d'actions de la Société dans la limite d'un montant maximum de 500.000 actions nouvelles de 0,40 euro de valeur nominale chacune, étant précisé que ce plafond de 500.000 actions serait commun aux actions auxquelles donnent droit les options de souscription d'actions et celles donnant droit à l'achat d'actions.

Options attribuées par le conseil d'administration dans le cadre de cette délégation :

Conseil d'administration du 18 juillet 2006

Le conseil d'administration en date du 18 juillet 2006 a attribué 94.400 options donnant droit de souscrire 94.400 actions de 0,40 euro de nominal à un prix unitaire de 1,16 euro.

Aucune option attribuée dans le cadre de ce plan n'a été levée avant la date limite d'exercice fixée au 17 juillet 2011.

Il n'existe pas de plan d'attribution de Stock Options en cours de validité.

- **Attribution d'actions gratuites**

Plan d'attribution gratuite d'actions en cours

Assemblée générale mixte du 24 juin 2010 :

L'assemblée générale mixte du 24 juin 2010 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 % du capital. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 30 août 2010

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 24 juin 2010, le Conseil d'administration en date du 30 août 2010 a attribué un maximum de 64.000 actions gratuites. L'attribution est assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.

Conseil d'administration du 26 avril 2011

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 24 juin 2010, le Conseil d'administration en date du 26 avril 2011 a attribué un maximum de 58.000 actions gratuites. L'attribution est assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.

Synthèse des attributions gratuites d'actions

Le tableau ci-dessous résume l'historique des différents plans d'attribution au bénéfice des salariés et des administrateurs :

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2011
18 juillet 2006	30 juin 2006	10 000	5,95	59 500	2008	10 000
11 sept. 2007	30 juin 2006	26 560	5,95	158 032	2009	26 200
23 février 2009	26 juin 2008	9 800	1,95	19 110	2011	9 800
31 août 2010	24 juin 2011	64 000	3,90	249 600	2012	-
26 avril 2011	24 juin 2011	58 000	4,41	255 780	2013	-

Plus particulièrement concernant les administrateurs, deux plans sont en cours de réalisation :

Date du conseil d'administration (attribution)	Nombre total d'actions attribuées	actions attribuées avec clause de performance	actions pour les quelles les conditions de performance sont remplies au 31 déc. 2011
31 août 2010	64 000	64 000	52 000
26 avril 2011	58 000	26 000	18 000

• Actions propres

Au 31 décembre 2011, la société détenait 10.705 actions propres à attribuer dans le cadre d'un plan d'attribution d'actions gratuites.

En dehors, 4 actions ont été acquises puis annulées au cours de l'exercice en raison du regroupement d'action effectué le 5 avril 2011. Aucune autre annulation d'action n'a été opérée au cours des vingt-quatre derniers mois.

	Actions anciennes non regroupées		Actions nouvelles regroupées	
	Quantité	cours moyen	Quantité	cours moyen
Nombre de titres composant le capital de l'émetteur au début du programme :	17 647 364			
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 1er janvier 2011	49 000		néant	
Titres achetés dans l'exercice :	4		10 705	3,73
Titres vendus dans l'exercice :	néant		néant	
Nombre de titres transférés dans l'exercice :	49 000	0,84	néant	
Nombre de titres annulés dans l'exercice :	4		néant	
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 31 décembre 2011 :	néant		10 705	3,73

NOTE 9 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

(montants en euros)	31-déc.-10	Dotations	Reprises		31-déc.-11
			provision utilisée	provision non utilisée	
Provision pour perte de change	40 601	55 344	40 601		55 344
Provision pour prestations à fournir	0	40 000			40 000
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés	38 115	162 578	38 115		162 578
Total	78 716	257 922	78 716	0	257 922

Impact des dotations et reprises sur le :

Résultat d'exploitation	202 578	
Résultat financier	55 344	40 601
Résultat exceptionnel		38 115

L'ensemble des écarts de conversion – actif sont provisionnés.

Les pertes sur contrat sont des pertes à terminaison. Il n'a pas été recensé de contrat déficitaire au 31 décembre 2011.

La provision pour prestations à fournir correspond à la valorisation en jours hommes au coût direct journalier de l'engagement pris vis-à-vis d'un client sans contrepartie financière.

La provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés au 31 décembre 2011 concerne le plan accordé par le conseil d'administration du 30 août 2010. Des actions ont été achetées courant décembre 2011 pour 39.980 euros, elles représentent 17% du plan. La provision est appréciée prorata temporis depuis la date d'attribution. La dotation est présentée en charges de personnel par l'intermédiaire du compte transfert de charge.

NOTE 10 : Emprunts et dettes financières diverses

Les emprunts et dettes financières sont les suivants :

(montants en euros)	31-déc.-10	Augmentations	Diminutions	31-déc.-11	à 1 an au plus	à plus d'un an
Concours bancaires	3 653	587		4 240	4 240	
Emprunts bancaires	705 211		133 291	571 920	138 639	433 281
Emprunt - intérêts courus	1 524	1 238	1 524	1 238	1 238	
Filiale Dalet GmbH (Allemagne)	2 037	15 920		17 957	17 957	
Filiale Dalet Digital Média Systems USA Inc.	248 964		248 964			
Filiale Dalet Australia Pty Ltd	167 229		167 229			
Total	1 128 618	17 745	551 008	595 355	162 074	433 281

Dettes à 1 an au plus	556 698	162 074
Dettes à plus d'un an	571 920	433 281

NOTE 11 : Dettes fiscales et sociales

Le détail des dettes fiscales et sociales est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-11	31-déc.-10	à 1 an au plus	à plus d'un an
Personnel et comptes rattachés	578 276	497 849	578 276	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	425 914	401 281	425 914	
Taxe sur la valeur ajoutée	121 563	108 960	121 563	
Autres impôts taxes	138 744	104 109	138 744	
Total	1 264 497	1 112 199	1 264 497	0

Dettes à 1 an au plus	1 264 497	1 112 199
Dettes à plus d'un an	0	0

NOTE 12 : Autres dettes

Le détail des autres dettes est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-11	31-déc.-10	à 1 an au plus	à plus d'un an
Dettes sur immobilisations	289 122	750 000	289 122	
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 046 074	407 933	1 046 074	
Clients - avoirs à établir	0	22 407	0	
Créditeurs divers	219		219	
Total	1 335 415	1 180 340	1 335 415	0

Dettes à 1 an au plus	1 335 415	955 340
Dettes à plus d'un an	0	225 000

NOTE 13 : Chiffre d'affaires

(montants en euros)	CA 2011 par nature			CA 2010
	Hors groupe	Groupe	Total	Hors groupe
Ventes de licences	4 499 818	2 702 642	7 202 460	3 292 388
Prestations de services	8 702 712	1 472 150	10 174 862	7 508 968
Ventes de matériel	1 816 957	48 924	1 865 881	2 486 135
Refacturation de frais généraux	370 317	672 538	1 042 855	283 182
Total	15 389 804	4 896 254	20 286 058	13 570 673

(montants en euros)	CA 2011 par secteur géographique			CA 2010
	Hors groupe	Groupe	Total	Hors groupe
Europe	13 216 585	368 227	13 584 812	12 312 619
Amériques	103 027	3 806 906	3 909 933	174 443
Afrique / Moyen-Orient	911 925	9 594	921 519	496 048
Asie / Océanie	1 158 267	711 527	1 869 794	587 563
Total	15 389 804	4 896 254	20 286 058	13 570 673

Le chiffre d'affaires total en 2010 était de 16.600.188 euros, il a progressé de 22 %.

Le chiffre d'affaires hors groupe a augmenté globalement de 13,4 %, les ventes de licences ont progressé de 37 %, celles de prestations de services de 16 %, par contre les ventes de matériel ont chuté de 27 %.

La zone Europe a progressé de 7,3 % et représente 85,9 % du chiffre d'affaires total hors groupe 2011. Les zone Afrique / Moyen-Orient et Asie / Océanie ont presque doublé et elles représentent ensemble 13,5 % du chiffre d'affaires total hors groupe 2011.

NOTE 14 : Autres produits d'exploitation

Le détail des autres produits d'exploitation est le suivant :

(montants en euros)	2011	2010
Production immobilisée	2 225 975	1 929 719
Subventions d'exploitation	1 250	2 181
Reprises sur provisions	270 511	416 516
Autres produits d'exploitation	667	1 451
Transferts de charges d'exploitation	181 351	53 558
Total	2 679 754	2 403 425

La production immobilisée correspond à la valeur brute des frais de développement de logiciels comptabilisée en immobilisation incorporelle.

Les reprises sur provisions comprennent principalement des reprises de provisions :

- pour dépréciation du stock pour 12.710 euros.
- pour dépréciation des clients pour 257.801 euros.

NOTE 15 : Achats et variation de stocks

(montants en euros)	2010	2010
Ventes de matériel	1 865 881	2 516 804
Achats et variation de stocks	1 412 139	2 036 260
Marge	453 742	480 544
en pourcentage	24.3%	19.1%

NOTE 16 : Autres charges externes

L'évolution des autres charges externes est la suivante :

(montants en euros)	2011	2010
Sous-traitance	9 503 863	6 921 087
Achats non stockés	40 069	30 652
Crédit-bail	31 785	16 868
Location et charges locatives	204 133	159 853
Entretien réparation	33 804	28 116
Assurances	146 143	130 689
Rémunération d'intermédiaires	267 324	84 079
Honoraires	2 501 578	2 118 836
Publicité salons	249 940	235 857
Transports	45 695	35 379
Déplacement mission réception	1 140 138	933 045
Frais postaux et telecom	148 275	127 668
Autres charges externes	77 011	86 717
Total	14 389 758	10 908 846

Le détail du poste « Honoraires » est le suivant :

(montants en euros)	2011	2010
Commissions sur ventes	330 219	372 623
Commissions des petites filiales	1 662 679	1 361 067
Rémunération de l'affacturage	40 963	11 375
Rémunération des VIE (Volontariat International en Entreprise)	244 977	118 068
Honoraires des auditeurs	64 345	71 469
Honoraires juridiques	47 969	38 959
Honoraires sur acquisition de la filiale	0	47 450
Divers	110 426	97 825
Total	2 501 578	2 118 836

NOTE 17 : Dotations aux amortissements

(montants en euros)	2011	2010
Dotations sur immobilisations incorporelles		
Logiciels	114 052	25 178
Logiciels créés à usage commercial	2 269 210	1 750 069
	2 383 262	1 775 247
Dotations sur immobilisations corporelles		
Installations générales, agenc. et aménagements divers	11 007	3 939
Matériel de transport	14 414	18 151
Matériel de bureau et informatique, mobilier	24 666	30 587
	50 087	52 677
Total des dotations aux amortissements	2 433 349	1 827 924

NOTE 18 : Résultat financier

(montants en euros)	2011	2010
Produits financiers		
Gains de change	164 705	240 345
Plus values sur VMP	1 173	12 573
Reprises sur provisions	469 015	2 789 524
	634 893	3 042 442
Charges financières		
Charges d'intérêts et agios	26 309	18 780
Charges d'intérêts sur affacturage	24 656	12 502
Pertes de change	170 339	177 851
Dotations aux provisions	155 197	105 309
Autres charges financières	3 691	1 285
	380 192	315 727
Résultat financier	254 701	2 726 715

Le détail des postes significatifs est le suivant :

(montants en euros)	2011	2010
Titres de participation	374 000	2 744 019
Créances rattachées sur titres	54 414	0
Perte de change	40 601	45 505
Total des reprises	469 015	2 789 524
Titres de participation	99 853	0
Créances rattachées sur titres	0	64 708
Pertes de change	55 344	40 601
Total des dotations	155 197	105 309

NOTE 19 : Résultat exceptionnel

(montants en euros)	2011	2010
Produits exceptionnels		
Produits sur exercices antérieurs	140 043	5 537
Produits cession des éléments d'actif	64 943	51 344
Bonis sur vente d'actions propres	0	32 000
Reprises sur provisions	38 115	
Autres produits exceptionnels	1 380	7 772
Transferts de charges	3 045	
	247 526	96 653
Charges exceptionnelles		
Pénalités sur marchés	48 762	
Charges sur exercices antérieurs	16 425	692
Valeur nette des immobilisations cédées	57 197	60 485
Mali sur vente d'actions propres	41 160	
Dotations aux provisions		
Autres charges exceptionnelles	45	
	163 589	61 177
Résultat exceptionnel	83 937	35 476

NOTE 20 : Impôt sur les sociétés

Les montants d'impôt sont pour l'essentiel le crédit d'impôt recherche.

(montants en euros)	2011	2010
Impôt sur les bénéfices		
Crédit d'impôt recherche	-650 504	-513 303
Crédit d'impôt en faveur de l'intéressement	-3 858	-2 286
Total	-654 362	-515 589

Le déficit reportable des exercices antérieurs s'élève à 29.820.958 euros.

Le déficit fiscal de l'exercice se monte à 249.252 euros.

Les déficits reportables au 31 décembre 2011 s'élèvent à 30.070.210 euros.

NOTE 21 : Autres informations

1. Rémunération des dirigeants

La rémunération globale des organes d'administration et de direction s'est élevée à 341.818 euros pour l'exercice 2011.

2. Provisions pour risques et pour dépréciation

(montants en euros)	31-déc.-10	Dotations	Reprises	31-déc.-11
Provisions pour risques et charges				
Provision pour perte de change	40 601	55 344	40 601	55 344
Provision pour prestations à fournir		40 000		40 000
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés	38 115	162 578	38 115	162 578
	78 716	257 922	78 716	257 922
Provision pour dépréciation				
Fonds de commerce	99 092			99 092
Titres de participation	4 427 205	99 853	374 000	4 153 058
Créances rattachées aux participations	416 637		54 414	362 223
Stocks et en-cours	12 711	552	12 711	552
Comptes clients	269 756	78 469	257 800	90 425
Autres créances		14 173		14 173
	5 225 401	193 047	698 925	4 719 523

Impact des dotations et reprises sur le :

Résultat d'exploitation	295 772	270 511
Résultat financier	155 197	469 015
Résultat exceptionnel		38 115

3. Transferts de charges

(montants en euros)	2011	2010
Avantage en nature / voiture	15 823	12 923
Avantage en nature / téléphone	2 950	2 520
Attribution d'actions gratuites	162 578	38 115
Total (exploitation)	181 351	53 558

4. Crédit-bail

(montants en euros)	Valeur d'origine	Dotations théoriques aux amortissements		Valeur nette théorique	Redevances	
		exercice	cumulées		exercice	cumulées
Matériel de transport	49 080	10 810	27 420	21 660	16 066	42 293
Matériel de bureau et informatique, mobilier	59 964	14 544	24 696	35 268	17 201	28 751
Total	109 044	25 354	52 116	56 928	33 267	71 044

(montants en euros)	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel	Montant pris en charge dans l'exercice
	à un an au plus	à plus d'un an et moins de cinq ans	à plus de cinq ans	total		
Matériel de transport	8 123	10 860		18 983	3 507	15 841
Matériel de bureau et informatique, mobilier	16 159	20 198		36 357	454	15 944
Total	24 282	31 058	0	55 340	3 961	31 785

5. Comptes de régularisation

(montants en euros)	31-déc.-11	31-déc.-10
<u>Produits constatés d'avance</u>		
Maintenance	1 166 658	1 335 537
Soft	245 508	342 053
Prestations de services	99 373	296 856
Ventes de matériel	48 348	3 575
Refacturation de frais généraux	18 000	2 000
	1 577 887	1 980 021
<u>Charges constatées d'avance</u>		
Sous-traitance	134 059	81 941
Crédit-bail	1 734	253
Location et charges locatives	44 350	2 513
Entretien réparation	6 432	5 451
Assurances	80 983	71 864
Honoraires	43 349	40 049
Publicité salons	20 838	20 095
Déplacement mission réception	12 881	2 765
Frais postaux et telecom	3 093	2 516
Autres charges externes	2 653	833
Taxes	0	287
Médecine du travail	2 476	0
Chèques restaurant	6 282	6 031
Charges financières	0	307
	359 130	234 905

<u>Ecart de conversion</u>	Actif	Provision pour perte de change	Passif
Sur créances rattachées aux participations			43 159
Sur autres créances			122 934
Sur dettes financières			0
Sur fournisseurs	55 344	55 344	319
Total	55 344	55 344	166 412

(montants en euros)	31-déc.-11	31-déc.-10
<u>Produits à recevoir</u>		
Créances clients et comptes rattachés	3 967 702	3 661 660
Autres créances	4 508	2 392
	3 972 210	3 664 052
<u>Charges à payer</u>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 473	5 177
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	952 740	831 907
Dettes fiscales et sociales	904 038	738 573
Autres dettes	0	22 407
	1 862 251	1 598 064

6. Effectif moyen

<u>Personnel salarié</u>	2011	2010
Cadres	39	35
Employés	2	3
Total	41	38

<u>Personnel mis à disposition de l'entreprise</u>	2011	2010
Cadres	1.8	1.1
Employés		
Total	1.8	1.1

7. Engagements hors bilan

Nature de l'opération	Montant (euros)	Echéance
1/ Engagements donnés		
Cautions bancaires obtenues sur marchés :		
- Soumission	12.518	illimitée
	18.000	15/01/2012
	121.665	21/03/2012
	25.845	30/06/2012
	11.419	31/12/2013
- Bonne exécution	31.313	illimitée
Nantissement du fonds de commerce	400.000	
Indemnités de fin de carrière évaluées selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (<i>ou méthode du prorata des droits à terme</i>) Principales hypothèses utilisées : taux d'actualisation brut à 4,6% , revalorisation des salaires : cadre 2,5%, non cadre 1,5% turn-over : moyen table de mortalité : INSEE 2009 âge de départ à la retraite : 65-67 ans (départ à taux plein)	308.486	
Droit Individuel à la Formation (2.692 heures)	24.632	
2/ Engagements reçus		
Engagements avec clause de retour à meilleure fortune au bénéfice de Dalet S.A.		
- Dalet GmbH au titre de l'abandon de créances restant sur l'exercice 2001	633.333	
- Dalet GmbH au titre des abandons transférés lors de l'acquisition	4.594.906	

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « immobilisations incorporelles » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthode comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables, nous avons apprécié les principes comptables suivis par votre société, examiné les modalités de l'inscription à l'actif de ces frais, ainsi que celles retenues pour leur amortissement

et pour la vérification de leur valeur actuelle et à nous nous sommes assurés que la note « immobilisations incorporelles » de l'annexe fournit une information appropriée.

- La note « immobilisations financières » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels indique que votre société peut être amenée à constater une provision pour dépréciation des titres de participation et des créances rattachées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable de ces titres et créances. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes appliquées et nous nous sommes assurés que la note « immobilisations financières » de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

Alain LAHMI

Deloitte & Associés

Laurent HALFON

COMPTES CONSOLIDES au 31 décembre 2011

1. Etat de la situation financière au 31 décembre 2011

Etat de la situation financière (en milliers d'euros)	Note	31-déc.-11 12 mois	31-déc.-10 12 mois
Goodwill	1	2 163	2 125
Immobilisations incorporelles	2	3 738	3 802
Immobilisations corporelles	3	822	896
Actifs financiers à long terme	4	105	89
Disponibilités bloquées à long terme	5	104	105
Autres actifs non courants	6	283	274
Impôts différés actifs		441	434
ACTIF NON COURANT		7 656	7 725
Stocks		190	278
Clients	7	11 266	11 014
Autres débiteurs	8	1 053	633
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9	5 075	3 805
Actifs d'impôts exigibles		700	535
ACTIF COURANT		18 284	16 265
Actifs détenus en vue de la vente			900
TOTAL ACTIF		25 940	24 890
Capital		7 059	7 059
Primes		9 570	17 209
Réserves consolidées		-7 168	-15 871
Résultat Consolidé		1 290	888
Réserves de conversion		855	827
Capitaux propres part du groupe		11 606	10 112
Intérêts minoritaires		6	5
CAPITAUX PROPRES	10	11 612	10 117
Dettes financières à long terme	11	1 096	851
Provisions à long terme	12	379	274
Impôts différés passifs		288	356
Autres passifs non courant		287	307
PASSIF NON COURANT		2 050	1 788
Provision à court terme	13	220	285
Dettes financières à court terme	14	580	1 485
Dettes d'impôt exigible		29	106
Fournisseurs		3 120	3 389
Dettes fiscales et sociales	15	2 908	2 731
Autres créditeurs	16	5 421	4 665
PASSIF COURANT		12 278	12 661
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente			324
TOTAL PASSIF		25 940	24 890

2. Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Compte de Résultat Consolidé (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-11 12 mois	31-déc.-10 12 mois
Chiffre d'affaires	17	31 283	25 496
Achats et autres charges externes	18	-14 680	-12 278
Charges de personnel		-12 105	-9 523
Impôts et taxes		-399	-286
Dotations amortissements	19	-2 669	-2 058
Dotations provisions nettes des reprises	20	-7	-160
Autres produits et charges	21	-94	4
Résultat Opérationnel Courant		1 329	1 195
Autres produits et charges opérationnels			
Résultat Opérationnel		1 329	1 195
Produits de trésorerie		11	13
Coût de l'endettement financier brut	22	-132	-57
Coût de l'endettement financier net		-121	-44
Autres produits et charges financiers	23	225	-22
Résultat courant avant impôt		1 433	1 129
Impôts sur les résultats	24	-152	-241
Résultat Net des activités arrêtées		10	
RESULTAT NET ENSEMBLE CONSOLIDE		1 291	888
Dont part du groupe		1 290	888
Dont part des minoritaires		1	

Résultat net par action (en euros)	0,37 €	0,25 €
Résultat net dilué par action (en euros)	0,35 €	0,24 €

Nombre moyen d'actions	3 529 472	3 529 472 (1)
Nombre moyen d'actions dilué	3 651 472	3 662 472 (1)
Nombre d'actions ordinaires	3 529 472	3 529 472 (1)
Options de souscription d'actions		11 000 (1)
Actions gratuites	122 000	122 000 (1)

(1) le nombre d'action est indique en actions nouvelles "après regroupement"

3. Etat du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2011

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
Résultat net	1 291	888
Ecart de conversion	33	365
Couverture de flux de trésorerie	0	0
Impôt différé sur couverture de flux de trésorerie	0	0
Titres disponibles à la vente	0	0
Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres	-2	0
Total des autres éléments du résultat global	31	365
Résultat global	1 322	1 253
dont part du groupe	1 321	1 253
dont intérêts minoritaires	1	0

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE (en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
	12 mois	12 mois
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	1 291	888
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	2 743	2 054
+/- perte de valeur sur actifs à long terme	0	0
-/+ Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		0
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	213	49
-/+ Autres produits et charges calculés	-2	
-/+ Plus et moins-values de cession	-10	12
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	4 235	3 003
+ Coût de l'endettement financier net	121	44
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	152	241
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	4 508	3 288
- Impôts versé (B)	-265	-217
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)(C)	93	-1 346
+/- Flux de trésorerie d'exploitation liés à des activités cédées	-82	
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C)	4 254	1 725
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 565	-2 437
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	32	71
+/- Incidence des variations de périmètre	-397	-1 166
+/- Variation des prêts et avances consentis	-16	-7
+/- Flux de trésorerie d'investissement liés à des activités cédées	951	
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	-1 995	-3 539
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
. Versées par les actionnaires de la société mère	0	0
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	-40	-41
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	731	838
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-401	-202
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-132	-57
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	-978	149
+/- Flux de trésorerie de financement liés à des activités cédées	-203	-34
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS de financement (F)	-1 023	653
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	34	283
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F + G)	1 270	-878
<u>Trésorerie à la clôture de la période</u>		
Trésorerie et équivalents	5 075	3 805
<u>Trésorerie à l'ouverture de la période</u>		
Trésorerie et équivalents	3 805	4 683
variation	1 270	-878

5. Variation des capitaux propres du groupe

(en milliers d'euros)	Capital	Prime	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Paiement fondé sur des actions	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres TOTAL
situation IFRS au 31 décembre 2009	7 059	17 209	-15 982	525		40	8 851	5	8 856
Résultat 2010			888				888		888
<i>Ecart de conversion</i>			63	302			365		365
<i>Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres</i>									
Total des autres éléments du résultat global			63	302			365		365
Résultat global							1 253		1 253
Augmentation de capital IFRS 2 - stock option						49	49		49
Titres auto-contrôle						-41	-41		-41
Résultat / titres auto-contrôle									
situation IFRS au 31 décembre 2010	7 059	17 209	-15 031	827	-41	89	10 112	5	10 117
Résultat 2011			1 290				1 290	1	1 291
<i>Ecart de conversion</i>			5	28			33		33
<i>Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres</i>			-2				-2		-2
Total des autres éléments du résultat global			3	28			31		31
Résultat global							1 321	1	1 322
Augmentation de capital		-7 639	7 639						
IFRS 2 - stock option			48			165	213		213
Titres auto-contrôle					1		1		1
Résultat / titres auto-contrôle			-41				-41		-41
situation IFRS au 31 décembre 2011	7 059	9 570	-6 092	855	-40	254	11 606	6	11 612

6. Notes annexes aux comptes consolidés

6.1. NOTES PRELIMINAIRES

6.1.1. Informations relatives à l'entreprise

Dalet est une société anonyme à Conseil d'administration dont le siège social est situé au 16 rue Rivay, 92300 Levallois-Perret. Les états financiers consolidés du groupe intègrent la société et ses filiales.

Dalet conçoit des logiciels de gestion de contenu numérique audio et vidéo, essentiellement pour des diffuseurs Radio et Télévision. Certaines applications de « media asset management » ou d'acquisition de données ont permis l'extension de son offre à d'autres marchés, comme les tribunaux des pays autorisant les enregistrements ou les parlements.

6.1.2. Déclaration de conformité aux IFRS

Les comptes consolidés au 31 décembre 2011 ont été établis conformément aux normes comptables internationales en vigueur, qui intègrent les normes comptables internationales (IAS/IFRS), les interprétations du comité d'interprétation des normes comptables internationales ou Standing Interpretations Committee (SIC) et du comité d'interprétation des normes d'information financière internationales ou International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables à ce jour.

La Société applique l'intégralité des normes IFRS applicables au 31 décembre 2011.

Les comptes consolidés annuels complets au 31 décembre 2011 sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le groupe aux états financiers pour l'exercice 2010.

Les amendements de normes et interprétations qui entrent en vigueur au 1er janvier 2011 ne trouvent pas à s'appliquer dans le groupe ou n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2011. Il s'agit de :

Normes d'application obligatoire au 31 décembre 2011

- Amendements à IAS 32 – Classement des droits de souscription émis : Date d'application UE : 01.02.2010
- IAS 24 révisée – Parties liées : Date d'application UE : 01.01.2011
- Amendement à IFRS 1 : Exemption limitée à la présentation d'informations comparatives relatives à IFRS 7 : Date d'application UE : 01.07.2010
- Amendements à IFRIC 14 : Prépaiements de financements minimums : Date d'application UE : 01.01.2011
- Annual improvements 2010 (IFRS 3 et IAS 27): Amélioration annuelle des normes IFRS applicable au 01.01.2011
- IFRIC 19 : Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres : Date d'application UE : 01.07.10

Normes d'application optionnelle en 2011 :

- Amendements à IFRS 7 : Informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers. Cette interprétation est applicable par anticipation pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2011.

- Amendement à IAS1 : Présentation des autres éléments du résultat global. Cette interprétation est applicable par anticipation pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2011.

6.2. AUTRES NOTES

6.2.1. Principes comptables

Règles de consolidation et périmètre

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Dalet exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle est présumé exister lorsque Dalet détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une activité économique afin d'en obtenir des avantages.

Les incidences des transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées.

Les sociétés appartenant au périmètre de consolidation de l'exercice sont les suivantes :

Nom de la société	Méthode de Consolidation	% intérêts	% de contrôle	Pays d'activité
Dalet S.A	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Angleterre
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89 %	99,89 %	Israël
Dalet GmbH	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
Dalet Sistemas España	Intégration Globale	99,98 %	99,98 %	Espagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Australie
Dalet Systems Asia Pte	Intégration Globale	100 %	100 %	Singapour
Gruppo TNT S.R.L. (*)	Intégration Globale	100 %	100 %	Italie

(*) La raison sociale a été changée en Dalet Italia S.R.L en date du 2 mars 2012.

o Date d'arrêt des comptes

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011 mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

o Conversion des états financiers en devises

La monnaie de fonctionnement de chacune des entités du groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel l'entité opère.

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de

change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique "réserves de conversion" des capitaux propres consolidés.

Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

○ Opérations en devises

Les opérations en monnaie étrangère sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de clôture. Tous les écarts sont enregistrés en résultat à l'exception des éléments qui en substance font partie de l'investissement net dans les filiales étrangères qui sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Bases de préparation :

Les états financiers sont présentés en millier d'euros.

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés et classés en actifs détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le contexte actuel de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2011 ont été réalisées sur la base de la meilleure estimation possible par la direction de la société de l'avenir prévisible et ont été évaluées dans le cadre d'hypothèses prenant en compte une crise économique dont la durée serait limitée dans le temps.

Principes de présentation

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie disponible et les valeurs mobilières de placement constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes.

Par ailleurs, dans un souci de clarté de lecture de ses comptes et en conformité avec les recommandations du Conseil National de la Comptabilité (CNC R-2004-02) et de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), le groupe a fait le choix d'isoler les éléments non récurrents significatifs au sein de son « Résultat opérationnel » et matérialisera à ce titre le « Résultat

opérationnel courant » et les « Autres produits et charges opérationnels ». Ces derniers ne comprennent que des éléments en nombre limité, inhabituels et peu fréquents, de montant particulièrement significatif, généralement repris dans la communication financière.

Règles et méthodes d'évaluation

○ Goodwill

L'écart calculé entre le coût d'achat de participations acquises et la quote-part revenant au groupe dans les actifs et les passifs identifiés de l'entreprise acquise valorisés à leur juste valeur est inscrit au poste « Goodwill » et affecté à chaque Unité Génératrice de Trésorerie susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise.

Ultérieurement, ces goodwills sont évalués à leurs coûts diminués d'éventuelles pertes de valeurs.

○ Frais de développement

Les frais de développement engagés dans le cadre de la création de progiciels (nouveaux projets et développement de modules existants) sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de commercialisation prévue des progiciels compte tenu des évolutions technologiques constatées sur ce marché.

Les frais de développement ne répondant pas aux critères exposés ci-dessus sont comptabilisés en charges d'exploitation, au fur et à mesure de leur engagement.

○ Autres Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les valeurs comptables des actifs incorporels et corporels sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur de chacun des actifs considérés.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation attendue des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel informatique : linéaire sur 3 ans.
- Matériel de bureau : linéaire sur 5 ans.
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans.
- Logiciels : linéaire sur une durée de 1 à 3 ans

Les frais d'entretien et de réparation sont constatés en charges de l'exercice.

○ Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont représentatives de dépôts et cautionnements, comptabilisés à leur valeur historique.

○ Impôts différés

Conformément à la norme « IAS 12 Impôts sur le résultat », les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires existant entre le résultat retraité pour être mis en harmonie avec les principes comptables du groupe et le résultat fiscal de chaque entité consolidée. Le taux d'impôt retenu est celui en vigueur à la date de l'arrêté.

Les actifs d'impôt différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs existeront sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

- Stocks

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques et de matériel informatique. Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés si leur valeur de réalisation possible devient inférieure à leur coût d'acquisition.

- Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les valeurs mobilières de placement (VMP) comprennent principalement des parts d'OPCVM de trésorerie qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts. Les VMP sont comptabilisées à la juste valeur : les variations de celle-ci sont comptabilisées en résultat de l'exercice, conformément à la norme « IAS 39 Instruments financiers, comptabilisation et évaluation ».

- Clients et comptes rattachés

Le groupe commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Il évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

Les risques de recouvrement clients sont appréciés en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatés en provision pour dépréciation. La méthode d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de dépréciation variant selon l'ancienneté) avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques.

Le groupe à travers les sociétés Dalet et Gruppo TNT procède à l'affacturage d'une partie de ses créances. La société d'affacturage prend en charge le recouvrement des créances, octroyant un droit de tirage à hauteur d'une fraction des créances cédées. Les créances clients cédées sont maintenues dans le poste « clients » et les créances ayant fait l'objet d'un tirage figurent dans le poste « dettes financières à court terme ».

- Provisions à court terme.

Les obligations du groupe à l'égard des tiers, connues à la date d'arrêté des comptes consolidés et susceptibles d'entraîner une sortie de ressources certaine ou probable sans contre partie au moins équivalente, font l'objet de provisions lorsqu'elles peuvent être estimées avec une fiabilité suffisante conformément à la norme « IAS 37 : Provisions, passifs éventuels, et actifs éventuels ».

Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

En ce qui concerne les provisions pour restructurations, le coût estimé des mesures de restructuration est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution.

- Engagements en matière de retraite (provisions à long terme)

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du groupe sont constatés en charges de l'exercice auxquels ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont comptabilisés en charge opérationnelle courante de l'exercice.

Il n'y a pas d'autre régime à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi dans les sociétés du groupe.

- **Actions propres**

Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes de cession sont inscrits dans les réserves consolidées.

- **Résultat par action**

Le résultat net consolidé par action est déterminé sur la base du résultat consolidé ramené au nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée de tous les bons ou options de souscription d'actions attribués.

- **Chiffre d'affaires**

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires, en application des normes IAS 18 et IAS 11, sont les suivantes :

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

Intégration de Systèmes associée à des ventes de progiciels ou de matériels (projets dits "complexes")

La part de revenu relative aux ventes de progiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

Ventes de Progiciels et de Matériel

Pour les ventes de progiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

6.2.2. Faits caractéristiques et événements postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques :

En date du 5 avril 2011, et en application d'une décision de l'Assemblée Générale Mixte du 24 juin 2010, le Conseil d'administration a fait procéder à un regroupement des actions composant le capital social à raison d'une action nouvelle de 2,00 euros de valeur nominale pour cinq actions anciennes de 0,40 euro de valeur nominale. Le capital constitué de 17.647.364 actions a dans un premier temps été réduit de 4 actions, puis divisé par 5 pour s'établir à 3.529.472 actions de 2,0 euros de valeur nominale.

En date du 26 juin 2011, une fusion a été opérée entre Gruppo TNT (société absorbante) et sa filiale Seven (société absorbante). Cette opération de fusion simplifiée avec effet rétroactif au 1er mai 2011 a fait apparaître une prime de fusion dans les comptes sociaux de Gruppo TNT de 393 milliers d'euros dont l'incidence a été retraitée dans les comptes consolidés du groupe.

Gruppo TNT détenant 100% des actions de Seven, l'opération n'a donné lieu ni à augmentation de capital, ni à échange d'actions.

Comme annoncé en 2010, les locaux commerciaux détenus par Gruppo TNT dans un immeuble de bureaux ont été cédés en date du 28 septembre 2011. Le prix de vente de 951 milliers d'euros a fait apparaître compte tenu d'une valeur brute de cession de 169 milliers d'euros une plus value avant impôts de 782 milliers d'euros dans les comptes de Gruppo TNT. La charge d'impôt sur la plus value de 215 milliers d'euros a fait l'objet d'un étalement sur 3 ans.

Dans les comptes consolidés, l'opération a été traitée selon la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ». A ce titre, compte tenu de la réévaluation de l'immeuble opérée en 2010, et de la prise en compte au passif de l'intégralité de la charge d'impôt (sans tenir compte de l'étalement sur 3 ans), la cession a généré dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011 une plus value nette de l'intégralité de l'incidence fiscale de seulement 10 milliers d'euros correspondant aux différents ajustements de valeur

Événements postérieurs à la clôture :

Néant.

6.3. NOTES SUR LE BILAN

NOTE 1 : Goodwill

Le goodwill figurant au bilan du groupe concerne uniquement la société Gruppo TNT et sa filiale Seven acquise en 2010.

La valeur initiale de 2.125 milliers d'euros telle qu'elle figure dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010 a été ajustée à 2.163 milliers pour tenir compte de l'ajustement de valeur d'un actif d'un actif cédé au cours de l'exercice.

Des tests de perte de valeur sont pratiqués par le groupe à chaque clôture et dès l'apparition éventuelle d'un indice de perte de valeur, sur la base d'une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs conforme à la méthodologie requise par la norme IAS 36.

La valeur comptable est ainsi comparée à sa valeur recouvrable sur la base de l'appréciation de sa valeur d'utilité.

La modèle utilisé retient un Coût Moyen Pondéré du Capital de 9% et un taux de croissance à l'infini de 1 %.

L'application de ce modèle n'a fait apparaître aucune perte de valeur par rapport à la valeur nette 2.163 milliers d'euros.

Avec les mêmes hypothèses mais en portant le taux d'actualisation à 12%, le test reste positif.

NOTE 2 : Immobilisations incorporelles nettes

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc-10	Augmentation	Diminution	Ecart de change	31-déc-11
Frais de Développement	12 841	2 226			15 067
Logiciels	632	32	38	-3	623
Valeurs brutes	13 473	2 258	38	-3	15 690
<i>Amortissements Frais de Développement</i>	9 135	2 269			11 404
<i>Amortissements logiciels</i>	536	51	38	-1	548
Valeurs nettes	3 802				3 738

NOTE 3 : Immobilisations corporelles nettes

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc.-11			31-déc.-10
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Travaux et agencements	358	175	183	208
Matériel informatique	2 296	1 788	508	547
Matériel de transport	170	97	73	78
Mobilier	253	195	58	63
Total	3 077	2 255	822	896

L'évolution des immobilisations et des amortissements s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc.-10	Entrée dans le périmètre	Augmentation	Diminution	Variation taux de Change	31-déc.-11
Immobilisations corporelles	3 236		307	438	-28	3 077
Total valeurs brutes	3 236		307	438	-28	3 077
<i>Amortissements</i>	2 340		349	416	-18	2 255
Total valeurs nettes	896					822

NOTE 4 : Actifs financiers à long terme

Les actifs financiers à long terme se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
Dépôts et garanties sur locaux loués	84	75
Autres dépôts et cautionnements	21	14
Total	105	89

NOTE 5 : Disponibilités bloquées à long terme

Les disponibilités bloquées à plus d'un an sont constituées de comptes bloqués ou de SICAV de trésorerie nanties en garantie de cautions bancaires émises dans le cadre des opérations commerciales.

NOTE 6 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
Avances aux salariés	61	50
TVA sur créance irrécouvrable	91	82
Autres	131	142
Total	283	274

NOTE 7 : Clients

Le détail du poste client est le suivant :

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
Créances Clients	11 512	11 533
<i>Provisions</i>	-246	519
Valeur nette	11 266	11 014

Compte tenu des délais de paiements accordés par le Groupe, la valeur nominale des créances clients reflète leur juste valeur.

NOTE 8 : Autres débiteurs

Les autres comptes débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
Créances sociales	14	33
Créances fiscales	244	125
Créances sur fournisseurs	0	5
Charges constatées d'avance	660	381
Compte courant du factor	41	47
Dépôts et cautionnements	11	40
Divers	83	2
Total	1 053	633

NOTE 9 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

La « trésorerie et équivalents de trésorerie » s'élève à 5.075 milliers d'euros au 31 décembre 2011 contre 3.805 milliers d'euros au 31 décembre 2010.

Ce poste comprend un montant de disponibilités soumises à restriction. Un reclassement est effectué dans « les disponibilités bloquées à long terme » selon l'échéancier prévisionnel suivant :

(en milliers d'euros)	31-déc.-11		31-déc.-10	
	< 1 an	> 1 an	< 1 an	> 1 an
Comptes bloqués en garantie de cautions bancaires		14		14
SICAV nanties en garantie de caution bancaires		90		91
Comptes bancaires	4 925		3 762	
SICAV non gagées	150		43	
Trésorerie et Equivalent	5 075		3 805	
Disponibilités bloquées à LT		104		105

NOTE 10 : Capitaux propres

Au 31 décembre 2011, le capital de Dalet est représenté par 3.529.472 actions d'une valeur nominale de 2,00 euro, soit un capital social de 7.058.944 euros. Il n'y a pas eu d'émission d'actions nouvelles au cours de l'année 2011.

- **Plans d'attribution d'options de souscription d'actions**

Assemblée générale mixte du 30 juin 2006 :

L'assemblée générale mixte du 30 juin 2006 a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de Commerce des options donnant droit, si elles sont levées, à la souscription et/ou à l'achat d'actions de la Société dans la limite d'un montant maximum de 500.000 actions nouvelles de 0,40 euro de valeur nominale chacune, étant précisé que ce plafond de 500.000 actions serait commun aux actions auxquelles donnent droit les options de souscription d'actions et celles donnant droit à l'achat d'actions.

Options attribuées par le conseil d'administration dans le cadre de cette délégation :

Conseil d'administration du 18 juillet 2006

Le conseil d'administration en date du 18 juillet 2006 a attribué 94.400 options donnant droit de souscrire 94.400 actions de 0,40 euro de nominal à un prix unitaire de 1,16 euro.

Aucune option attribuée dans le cadre de ce plan n'a été levée avant la date limite d'exercice fixée au 17 juillet 2011.

Il n'existe pas de plan d'attribution de Stock Options en cours de validité.

- **Attribution d'actions gratuites**

Plan d'attribution gratuite d'actions en cours

Assemblée générale mixte du 24 juin 2010 :

L'assemblée générale mixte du 24 juin 2010 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 % du capital. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 30 août 2010

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 24 juin 2010, le Conseil d'administration en date du 30 août 2010 a attribué un maximum de 64.000 actions gratuites. L'attribution est assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.

Conseil d'administration du 26 avril 2011

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 24 juin 2010, le Conseil d'administration en date du 26 avril 2011 a attribué un maximum de 58.000 actions gratuites. L'attribution est assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.

Synthèse des attributions gratuites d'actions

Le tableau ci-dessous résume l'historique des différents plans d'attribution au bénéfice des salariés et des administrateurs :

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2011
18 juillet 2006	30 juin 2006	10 000	5,95	59 500	2008	10 000
11 sept. 2007	30 juin 2006	26 560	5,95	158 032	2009	26 200
23 février 2009	26 juin 2008	9 800	1,95	19 110	2011	9 800
31 août 2010	24 juin 2011	64 000	3,90	249 600	2012	-
26 avril 2011	24 juin 2011	58 000	4,41	255 780	2013	-

Plus particulièrement concernant les administrateurs, deux plans sont en cours de réalisation :

Date du conseil d'administration (attribution)	Nombre total d'actions attribuées	actions attribuées avec clause de performance	actions pour les quelles les conditions de performance sont remplies au 31 dec 2011
31 aout 2010	64 000	64 000	52 000
26 avril 2011	58 000	26 000	18 000

- **Actions propres**

Au 31 décembre 2011, la société détient 10.705 actions propres à attribuer dans le cadre d'un plan d'attribution d'actions gratuites.

Par ailleurs, 4 actions ont été acquises puis annulées au cours de l'exercice en raison du regroupement d'action effectué le 5 avril 2011. Aucune autre annulation d'action n'a été opérée au cours des vingt-quatre derniers mois.

	Actions anciennes non regroupées		Actions nouvelles regroupées	
Nombre de titres composant le capital de l'émetteur au début du programme :	17 647 364			
	Quantité	cours moyen	Quantité	cours moyen
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 1er janvier 2011	49 000		néant	
Titres achetés dans l'exercice :	4		10 705	3,73
Titres vendus dans l'exercice :	néant		néant	
Nombre de titres transférés dans l'exercice :	49 000	0,84	néant	
Nombre de titres annulés dans l'exercice :	4		néant	
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 31 décembre 2011 :	néant		10 705	3,73

NOTE 11 : Dettes financières à long terme

Les dettes financières à long terme de 1 096 milliers d'euros sont constituées de divers emprunts bancaires pour leur part à plus d'un an d'échéance.

(en milliers d'euros)	31-déc.-11	31-déc.-10
Emprunts bancaires	1071	851
Emprunt Crédit Bail	25	
Total	1096	851

Les emprunts bancaires pour leurs parts « court terme » et « long terme » se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-11		31-déc.-10	
	Part < 1 an	Part > 1 an	Part < 1 an	Part > 1 an
Emprunt finançant l'acquisition de Gruppo TNT	135	430	129	565
Emprunts souscrits par Gruppo TNT	252	608	185	189
Emprunt divers	65	33	76	97
Total	452	1071	390	851

NOTE 12 : Provisions à long terme

Les provisions à long terme sont constituées des engagements de retraite comptabilisés conformément à la norme « IAS 19 : avantages du personnel » pour 308 milliers d'euros et d'une provision pour impôts de 72 milliers d'euros.

Engagements de retraite :

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
Indemnités de fin de carrière	308	274
<i>Taux d'actualisation</i>	<i>4,60%</i>	<i>4,78%</i>
<i>Effectif concerné</i>	<i>35 personnes</i>	<i>33 personnes</i>
<i>Age moyen</i>	<i>36 ans</i>	<i>37 ans</i>

Les coûts de retraite pris en charge se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
Coût des services rendus de l'exercice	27	20
Coût Financier	14	11
Gains et pertes actuarielles	-7	18
Coût net sur la période	34	49

Les montants reconnus au bilan ont évolués comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
Montant provisionné en début de période	274	225
Coût net sur la période	34	49
Cotisations / Prestations versées	0	0
Montant provisionné en fin de période	308	274

Provision pour impôts : il s'agit de la part long terme de la charge d'impôt liée à la taxation de la plus value réalisée lors de la cession de l'immeuble détenu par Gruppo TNT.

NOTE 13 : Provisions à court terme

L'évolution (*) des provisions à court terme au cours de l'exercice s'explique ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-10	Augmentation des provisions		Diminution des provisions		31-déc.-11
				Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions à court terme	285		112	177	0	220
dont provisions :						
<i>TVA sur créance irrécouvrable</i>	82					82
<i>litige</i>	26					26
<i>travaux</i>	0	40				40
<i>risque fiscal</i>	177			177		0
<i>impôts</i>			72			72

- Travaux : il s'agit de jours de travail provisionnés pour faire face à des engagements donnés auprès de clients.

(*) Les augmentations ou diminutions des provisions inscrites au bilan sont comptabilisées au compte de résultat en diminution ou augmentation des comptes de charges correspondants quand la nature de la provision permet de la rattacher directement à un compte de charge.

NOTE 14 : Dettes financières à court terme

Les dettes financières à court terme s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
Concours bancaires	110	840
Emprunt bancaires	452	390
Tirages sur factor	0	255
Crédit Bail	18	
Total	580	1 485

Les « tirages sur factor » représentent des financements sur factures remises au factor.

NOTE 15 : Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
Dettes sociales	2 498	2 223
Dettes fiscales	410	508
Total	2 908	2 731

NOTE 16 : Autres créditeurs

Les autres créditeurs se répartissent ainsi

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
Produits constatés d'avance	2 209	2 860
Avances reçues sur commandes	2 909	1 258
Dettes sur acquisition	289	525
Divers	14	22
Total	5 421	4 665

Il n'existe pas d'avance remboursables (ANVAR ou assimilées).

6.4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

NOTE 17 : Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par nature s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2 011		2 010	
Ventes de Licences	8 629	28%	6 146	24%
Prestations de services	8 549	27%	7 189	28%
Ventes de Matériel	8 298	27%	6 494	25%
Support	5 808	19%	5 667	22%
Total	31 283	100%	25 496	100%

La méthode de comptabilisation du chiffre d'affaires sur les projets conduit à ajuster la facturation en fonction du degré d'avancement constaté. L'avancement, quand le chiffre d'affaires mesuré est supérieur à la facturation, se traduit par l'inscription à l'actif d'une facture à établir, et réciproquement, quand le chiffre d'affaires mesuré est inférieur à la facturation, par l'inscription au passif d'un produit contacté d'avance.

L'impact de l'avancement sur le chiffre d'affaires est le suivant :

(en milliers d'euros)	2011	2010
Avancement mesuré sur projets	1 913	160

NOTE 18 : Achats et autres charges externes

Les achats et autres charges externes se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	2 011	2 010
Achats consommés	4 212	4 924
Autres achats	246	190
Sous-traitance	3 608	1 871
Locations et charges locatives	713	613
Honoraires et Intermédiaires	1 294	1 162
Déplacements missions réception	2 660	2 089
Publicité	595	491
Assurances	202	186
Autres charges externes	1 150	752
Total	14 680	12 278

NOTE 19 : Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	2 011	2 010
Immobilisations incorporelles	2 320	1 790
<i>logiciels</i>	51	40
<i>frais de développement</i>	2 269	1 750
Immobilisation corporelles	349	267
Charges à répartir		1
Total	2 669	2 058

NOTE 20 : Dotations aux provisions nettes des reprises

Les dotations et les reprises s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	2 011	2 010
Risque clients et autres		
<i>Dotations</i>	-54	
<i>Reprises</i>		53
Dépréciations clients		
<i>Dotations</i>	-116	-336
<i>Reprises</i>	163	123
Total	-7	-160

NOTE 21 : Autres produits et charges

Les autres produits et charges s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	2011	2010
Cessions d'immobilisations		
<i>produits de cession</i>	32	71
<i>valeur nette comptable</i>	-22	-83
Produits sur exercice antérieur	140	23
Charges sur exercice antérieur	-16	-1
Pertes sur créances irrécouvrables nettes de reprises	-134	-16
Autres charges	-98	-1
Autres produits	4	11
Total	-94	4

NOTE 22 : Coût de l'endettement financier brut

Le coût de l'endettement financier brut est constitué pour l'intégralité de frais financiers.

(en milliers d'euros)	2010	2010
Intérêts factor	51	1
Autres frais financiers	81	56
Total	132	57

NOTE 23 : Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers relèvent principalement de pertes et gains de change.

(en milliers d'euros)	2011	2010
Pertes de change	-195	-390
Gains de change	420	366
Autres produits et charges	0	2
Total	225	-22

NOTE 24 : Impôt sur les résultats

L'impôt sur les résultats constaté au compte de résultat se décompose ainsi :

(en milliers d'euros)	2011	2010
Produit (Charge) d'impôt exigible	-201	-217
Impôts différés sur frais de développement	67	95
Impact de l'activation des déficits fiscaux	6	-131
Autres impôts différés	-24	12
Impôt sur les résultats	-152	-241

La CVAE est comptabilisée dans les « Impôts et Taxes ».

Les impôts différés actifs et passifs figurant au bilan consolidé se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	2011	2010
Impôts différés actifs		
Déficits imputables sur des bénéfices fiscaux futurs	351	334
Autres différences temporaires	90	100
Total	441	434
Impôts différés passifs		
Activation des frais de R&D	288	355
Divers	0	1
Total	288	356
Position nette d'impôts différés	-153	-78

L'impôt différé passif est lié à l'activation des frais de développement. Il se calcule au taux en vigueur dans la filiale où sont constatés des frais de développement activables, sur la base du montant activé net des amortissements comptabilisés au cours de l'exercice.

NOTE 25 : Déficits fiscaux

Les déficits fiscaux des principales filiales du groupe se décomposent comme suit :

(milliers d'euros)	Total	Dalet	DDMS USA Inc
TOTAL au 31 déc. 2011	32 375	30 070	2 305
Reportables jusqu'au 31 décembre 2024	32 375	30 070	2 305
Reportables jusqu'au 31 décembre 2025	31 768	30 070	1 698
Reportables jusqu'au 31 décembre 2026	30 660	30 070	590
Reportables au-delà et sans limite	30 070	30 070	

Les déficits fiscaux de DDMS USA Inc. ont été partiellement activés, ceux de Dalet ne l'ont pas été compte tenu du degré d'incertitude existant sur la réalisation des résultats futurs.

6.5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 26 : Information sectorielle

- Information sectorielle par secteurs d'activité

Les évolutions des activités du groupe nous ont conduit en 2011 à redéfinir certains secteurs et à en créer un nouveau.

Le Media Asset Management (« MAM ») recouvre la gestion de contenus numériques à destination de tous les opérateurs ayant des besoins d'édition, de classement, de partage de contenu numérique dans une optique d'optimisation des processus et de valorisation du contenu.

Le suivi du secteur « hors broadcast » devenu marginal est abandonné. Les applications à destination de ce secteur (Courts de justices, Parlements) ont été techniquement fusionnées dans l'offre Dalet de Media Asset Management.

Enfin, les applications destinées au sport qui représentent un axe de développement spécifique méritent d'être suivie dans un secteur particulier.

Les activités du groupe s'analysent donc en 2011 sur les cinq marchés suivants :

- Les applications de « media asset management »
- Les applications destinées au Sport
- Les solutions de salles de rédaction (news)
- Les solutions audionumériques pour radio
- Les projets d'intégration.

Résultat opérationnel courant :

(en milliers d'euros)	MAM		Sport		News		Radio		Intégration		Total	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Chiffre d'affaires	9 153	5 920	485	536	14 083	10 918	4 608	5 302	2 953	2 820	31 283	25 496
Charges Opérationnelles	-8 463	-5 437	-572	-564	-13 533	-10 602	-4 404	-4 799	-2 982	-2 897	-29 954	-24 301
Résultat opérationnel courant	690	483	-87	-29	550	315	205	503	-30	-78	1 328	1 195

Répartition des actifs sectoriels :

(en milliers d'euros)	MAM		Sport		News		Radio		Intégration		Non affecté		Total	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Actifs sectoriels	5 837	3 995	2 662	2 600	6 188	5 955	1 812	2 603	593	1 694	8 847	8 044	25 940	24 890
dont clients	3 860	2 819	98	322	5 101	4 120	1 614	2 059	593	1 694	0	0	11 266	11 014
dont immobilisations	1 977	1 176	402	153	1 087	1 835	198	544	0	0	74	95	3 738	3 802

Les frais de développement identifiés parmi les actifs sectoriels et les dotations d'amortissement comprises dans les charges opérationnelles ont été alloués aux différents secteurs selon les mêmes règles.

- Information sectorielle par zone géographique

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	2011	2010
Europe	18 967	16 376
dont France	1 668	3 668
dont Italie	7 134	6 463
Amériques	8 993	6 738
Afrique Moyen-Orient	895	504
Asie Océanie	2 428	1 878
Total	31 283	25 496

Actifs sectoriels (en milliers d'euros)	2011	2010
Europe	16 880	18 505
Amériques	7 094	4 552
Afrique Moyen-Orient	1 329	1 164
Asie Océanie	637	669
Total	25 940	24 890

Accroissement des immobilisations corporelles et incorporelles (n milliers d'euros)	2011	2010
Europe	2 427	2 196
Amériques	46	51
Afrique Moyen-Orient	60	184
Asie Océanie	32	6
Total	2 565	2 437

NOTE 27 : Instruments Financiers

Le groupe n'utilise pas d'instrument financier dans le cadre de sa gestion du risque de taux. A ce titre, il n'existe pas de contrepartie des placements de trésorerie.

Par ailleurs, le groupe ne couvre pas le risque de change lié à la conversion en euros des états financiers des sociétés hors zone euro.

Ventilation des instruments financiers par catégorie

La répartition au 31 décembre 2011 est la suivante :

(en milliers d' euros)	31/12/2011					31/12/2010				
	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	Total Bilan	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	Total Bilan
Actifs non courants										
Autres actifs financiers non courants		388			388		363			363
Instruments dérivés non courants										
Actifs courants										
Clients et comptes rattachés		11 226			11 226		11 014			11 014
Instruments dérivés courants										
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	150	4 925			5 075	43	3 762			3 805

NOTE 28 : Gestion des risques financiers liés aux instruments financiers

Risque de crédit

Créances en souffrance mais non dépréciées :

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	dont actifs financiers ni dépréciés, ni impayés à la date de clôture	dont actifs financiers impayés mais non dépréciés à la date de clôture			Dont actifs financiers dépréciés
			0-3 mois	3-6 mois	au-delà de 6 mois	
Prêts	61	61				
Clients et comptes rattachés	11 266	7 898	2 212	770	385	246
Total	11 327	7 959	2 212	770	385	246

Les créances clients non dépréciées ne présentent pas de risque justifiant une provision.

Risque de liquidité

Le groupe dispose au 31 décembre 2011 d'une trésorerie de 5.075 milliers d'euros contre 3.805 milliers d'euros au 31 décembre 2010. L'endettement à court terme a diminué de 905 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2010 pour s'établir à 580 milliers d'euros. Les dettes financières à long terme passent de 851 milliers d'euros au 31 décembre 2010 pour s'établir à 1.096 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2011 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.

La totalité de l'endettement financier n'est pas soumis au versement d'un intérêt. Les actifs financiers sont constitués de placements en produits monétaires offrant peu de volatilité des taux.

Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant et des capitaux propres à une variation de 10 % des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise	USD		NIS	
	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	2,9%	914	0,0%	11
Résultat Opérationnel courant	2,7%	36	3,4%	45
Capitaux propres consolidés	-2,9%	340	4,8%	555

NOTE 29 : Effectifs

Les effectifs du groupe se décomposent comme suit :

	2011 (12mois)	2010 (12mois)
Effectif moyen du groupe :	205	161

Au 31 décembre 2011, le groupe emploie 221 salariés « équivalents temps plein ».

NOTE 30 : Engagements hors bilan

Nous n'avons pas connaissance d'engagements hors bilan significatifs en dehors de ceux présentés ci-dessous :

1/ Engagement hors bilan liés au périmètre du groupe consolidé : néant

2/ Engagement hors bilan liés au financement de la société.

Engagements donnés :

Le contrat de prêt souscrit pour le financement de l'acquisition de Gruppo TNT a fait l'objet d'une prise de garantie de la part des banques prêteuses sous la forme d'un nantissement à hauteur de 400.000 euros du fonds de commerce de Dalet SA.

3/ Engagement hors bilan liés aux opérations

Engagements donnés

Au 31 décembre 2011, les cautions bancaires émises dans le cadre des opérations du groupe représentent 306 milliers d'euros.

Date d'échéance	Montant des garanties
<ul style="list-style-type: none">• Moins d'un an• Plus d'un an	<ul style="list-style-type: none">• 184 milliers d'euros• 122 milliers d'euros

Dans le cadre du Droit Individuel à la Formation, institué par la loi du 4 mai 2004 (promulguée le 7 mai 2004, date de début des droits) et ratifié pour les entreprises du SYNTEC par l'accord national du 27 décembre 2004 sur la formation professionnelle, les salariés des sociétés françaises ayant au moins un mois d'ancienneté bénéficient d'un capital de temps de formation qu'ils peuvent utiliser de 20 heures minimum par an sur 6 ans au plus, plafonné à 120 heures au total.

Au 31 décembre 2011, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF par les salariés du groupe s'élève à 2.692 heures valorisées à 25 milliers d'euros.

Engagements reçus

Néant.

NOTE 31 : Relations avec les parties liées

Relations au sein des filiales

Les filiales entretiennent des relations dans le cadre des opérations commerciales menées au sein du groupe. Ces relations sont encadrées par des conventions qui établissent des conditions de refacturation à des niveaux comparables à ceux du marché. On va trouver principalement :

Entre toutes les sociétés du groupe :

- Des avances et prêts destinés à optimiser la trésorerie de groupe en vertu des conventions de trésorerie
- Des facturations de services ou de détachement de personnel

Spécifiquement entre les filiales et la maison mère :

- La facturation des dépenses de R&D à la société Dalet SA, détentrice des droits incorporels sur les logiciels développés au sein du groupe.
- Des royalties facturées par Dalet SA à ses filiales revendant les logiciels.

Les flux de résultat ainsi que les soldes de bilan à la clôture sont éliminés en consolidation.

Dans le cadre des opérations commerciales du groupe, Dalet SA peut être amenée à fournir des garanties bancaires pour le compte de ses filiales.

Rémunérations des dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées aux mandataires sociaux incluant les avantages en nature s'est élevé à 939 milliers d'euros.

NOTE 32 : Compte de Résultat pro forma

Est présenté ci-dessous le compte de résultat pro forma établi en prenant pour hypothèse l'entrée de Gruppo TNT dans le périmètre de consolidation au 1^{er} janvier 2010. Les autres méthodes et traitements comptables sont inchangés.

Compte de Résultat Consolidé pro forma (en milliers d'euros)	31-déc.-11 12 mois	31-déc.-10 12 mois
Chiffre d'affaires net	31 283	29 441
Achats et autres charges externes	-14 680	-15 343
Charges de personnel	-12 105	-10 280
Impôts et taxes	-399	-292
Dotations amortissements	-2 669	-2 157
Dotations provisions nettes des reprises	-7	-160
Autres produits et charges	-94	9
Résultat Opérationnel Courant	1 329	1 218
Autres produits et charges opérationnels	0	0
Résultat Opérationnel	1 329	1 218
Produits de trésorerie	11	13
Coût de l'endettement financier brut	-132	-83
Coût de l'endettement financier net	-121	-70
Autres produits et charges financiers	225	-18
Résultat courant avant impôt	1 433	1 130
Impôt sur les résultats	-152	-292
Résultat Net des activités arrêtées	10	
RESULTAT NET ENSEMBLE CONSOLIDE	1 291	838
dont part du groupe	1 290	838
dont part des minoritaires	1	0

NOTE 33 : Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

en milliers d'euros		DELOITTE ET ASSOCIES				Alain LAHMI			
		2010 KE	%	2011 KE	%	2010 KE	%	2011 KE	%
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	Emetteur	51,0	81 %	23,5	38 %	12,0	100 %	15,5	100 %
	Filiales intégrées globalement	12,0	19 %	37,6	61 %	néant	-	néant	-
Missions accessoires	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	néant	-	1,0	1 %	néant	-	néant	100 %
<i>Sous total</i>		<i>63,0</i>	<i>100%</i>	<i>62,1</i>	<i>100%</i>	<i>12,0</i>	<i>100%</i>	<i>15,5</i>	<i>100%</i>
Autres prestations le cas échéant	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	néant	-	15,6	100%	néant	-	néant	-
<i>Sous total</i>				<i>15,6</i>	<i>100%</i>	<i>néant</i>		<i>néant</i>	
Total		63,0	100%	77,7	100 %	12,0	100 %	15,5	100 %

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des goodwill, selon les modalités décrites dans les notes 6.2.1 « Règles et méthodes d'évaluation - goodwill » et 6.3 « Notes sur le bilan - goodwill » de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de

flux de trésorerie et hypothèses utilisées établies sous le contrôle de la Direction du Groupe, et nous avons vérifié que les notes 6.2.1 et 6.3 de l'annexe donnent une information appropriée.

- La note 6.2.1 « Règles et méthodes d'évaluation - frais de développement » de l'annexe des comptes consolidés expose les règles et méthode comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif de ces frais, ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et à nous nous sommes assurés que la note 6.2.1 de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

Alain LAHMI

Deloitte & Associés

Laurent HALFON

RAPPORT DE GESTION

Chers Actionnaires,

Nous vous avons conviés, conformément à la loi et aux Statuts de notre Société, pour vous donner connaissance du rapport que nous avons établi sur la marche des affaires de notre Société pendant l'exercice social clos le 31 décembre 2011.

En application de l'article L233-16 du Code de Commerce, nous avons établi les comptes consolidés du groupe arrêtés au 31 décembre 2011.

Nous avons l'honneur de soumettre ce rapport à votre appréciation en même temps que le bilan, le compte de résultat, l'annexe et les comptes consolidés établis au 31 décembre 2011.

Nous vous rappelons que, conformément aux prescriptions légales, tous ces documents ont été mis à votre disposition, au siège social, pendant les quinze jours précédant l'assemblée en même temps que les rapports des Commissaires aux Comptes.

Nous vous demandons de nous en donner acte.

1. Rapport sur la gestion du groupe

Le périmètre de consolidation de la Société comprend les sociétés suivantes :

Nom de la société	Méthode de Consolidation	% intérêts	% de contrôle	Pays d'activité
Dalet S.A	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Angleterre
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89 %	99,89 %	Israël
Dalet GmbH	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
Dalet Sistemas España	Intégration Globale	99,98 %	99,98 %	Espagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Australie
Dalet Systems Asia Pte Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Singapour
Gruppo TNT S.R.L. (*)	Intégration Globale	100 %	100 %	Italie

(*) La raison sociale a été changée en Dalet Italia S.R.L en date du 2 mars 2012.

1.1 Faits marquants de l'exercice

En date du 5 avril 2011, et en application d'une décision de l'Assemblée Générale Mixte du 24 juin 2010, le Conseil d'administration a fait procéder à un regroupement des actions composant le capital social à raison d'une action nouvelle de 2,00 euros de valeur nominale pour cinq actions anciennes de 0,40 euro de valeur nominale. Le capital constitué de 17.647.364 actions a dans un premier temps été réduit de 4 actions, puis divisé par 5 pour s'établir à 3.529.472 actions de 2,0 euros de valeur nominale.

En date du 26 juin 2011, une fusion a été opérée entre Gruppo TNT (société absorbante) et sa filiale Seven (société absorbée). Cette opération de fusion simplifiée avec effet rétroactif au 1er mai 2011 a fait apparaître une prime de fusion dans les comptes sociaux de Gruppo TNT de 393 milliers d'euros dont l'incidence a été retraitée dans les comptes consolidés du groupe.

Gruppo TNT détenant 100% des actions de Seven, l'opération n'a donné lieu ni à augmentation de capital, ni à échange d'actions.

Comme annoncé en 2010, les locaux commerciaux détenus par Gruppo TNT dans un immeuble de bureaux ont été cédés en date du 28 septembre 2011. Le prix de vente de 951 milliers d'euros a fait apparaître compte tenu d'une valeur de cession de 169 milliers d'euros une plus value avant impôts de 782 milliers d'euros dans les comptes de Gruppo TNT. La charge d'impôt sur la plus value de 215 milliers d'euros a fait l'objet d'un étalement sur 3 ans.

Dans les comptes consolidé, l'opération a été traitée selon la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ». A ce titre, compte tenu de la réévaluation de

l'immeuble opérée en 2010, et de la prise en compte au passif de l'intégralité de la charge d'impôt (sans tenir compte de l'étalement sur 3 ans), la cession a généré dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011 une plus value nette de l'intégralité de l'incidence fiscale de seulement 10 milliers d'euros correspondant aux différents ajustements de valeur.

1.2 *Événements postérieurs à la clôture :*

Néant.

1.3 *Activités et résultats du groupe – évolution prévisible*

1.3.1 *Résultats du Groupe*

L'activité du groupe Dalet sur les deux derniers exercices peut être résumée ainsi :

(EN MILLIERS D'EUROS)	2011	2010
Chiffre d'affaires	31.283	25.496
Résultat Opérationnel Courant	1.329	1.195
Résultat Opérationnel	1.329	1.195
Résultat courant avant impôt	1.433	1.129
Résultat net consolidé	1.291	888
Résultat net part du groupe	1.290	888

1.3.1.1 Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du groupe

Sur l'ensemble de l'exercice 2011, le chiffre d'affaires consolidé de Dalet ressort à 31.283 milliers d'euros contre 25.496 milliers d'euros en 2010 soit une progression de 22,7%.

L'évolution des principaux postes de charges est la suivante :

- Les achats et autres charges externes augmentent pour passer de 12.278 milliers d'euros en 2010 à 14.680 milliers d'euros en 2011.
- Les charges de personnel passent de 9.523 milliers d'euros en 2010 à 12.105 milliers d'euros en 2011.
- Les impôts et taxes passent de 286 milliers d'euros en 2010 à 395 milliers d'euros en 2011.
- Les dotations aux amortissements passent de 2.058 milliers d'euros en 2010 à 2.669 milliers d'euros en 2011.

Il en ressort un résultat opérationnel positif de 1.329 milliers d'euros contre 1.195 milliers d'euros l'année précédente.

Compte tenu d'un résultat financier de 104 milliers d'euros, le résultat courant avant impôts ressort à 1.433 milliers d'euros.

Après prise en compte d'une charge d'impôt de 152 milliers d'euros, du résultat net des activités arrêtées de 10 milliers d'euros, et la part des minoritaires pour 1 millier d'euros, le bénéfice part du groupe s'établit en 2011 à 1.290 milliers d'euros contre un bénéfice de 888 milliers d'euros en 2010.

Par ailleurs, le groupe a activé ses frais de développement en conformité avec la norme IAS 38. L'actif incorporel net figurant au bilan est de 3.663 milliers d'euros à comparer à 3.706 milliers d'euros l'année précédente.

1.3.1.2 Activité commerciale

L'importance et la spécificité grandissante des opérations de Media Asset Management (gestion de contenu) nous ont conduit à les analyser dans un secteur particulier et en les distinguant du marché des « News ».

Par ailleurs, les applications dédiées au Sport qui représentent un axe de développement important nécessitent un suivi particulier.

Il est possible désormais de classer l'activité de Dalet en 5 grands secteurs :

- les applications de MAM pour les diffuseurs et autres opérateurs recherchant des solutions de gestion de contenu media,
- les solutions audionumériques pour la Radio,
- les applications dédiées au marché du Sport
- les solutions pour la Télé, orientées vers la production de « News »
- les projets d'intégration dont on rappelle qu'ils ne concernent que la filiale Italienne du Groupe

Le chiffre d'affaire sur les secteurs ainsi redéfinis se présente ainsi :

Chiffre d'affaire par secteur d'activité (en milliers d'euros)	2011	2010
Media Asset Management	9 153	5 920
Sport	485	536
News	14 083	10 918
Radio	4 608	5 302
Intégration	2 953	2 820
Total	31 283	25 496

Le premier secteur reste les « News » qui représentent 45% du chiffre d'affaire du groupe, en progression de 29%.

Viennent ensuite les applications de MAM qui représentent 29 % du chiffre d'affaires réalisé en 2011, en progression de 55 % par rapport à 2010.

La radio, en repli de 13% par rapport à 2010, reste un marché important.

Les ventes d'applications destinées au Sport, bien que minimes représentent un fort potentiel de croissance.

Enfin, les ventes en « Intégration », stables en volume, traduisent en réalité une diminution sensible des ventes annuelles réalisées par la filiale Italienne compte tenu de son intégration en juillet 2010.

Sur le plan géographique, la décomposition est la suivante :

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	2011	2010
Europe	18 967	16 376
Amériques	8 993	6 738
Afrique Moyen-Orient	895	504
Asie Océanie	2 428	1 878
Total	31 283	25 496

On notera le décollage de la région Asie Océanie qui représente un gros potentiel de croissance sur les années futures.

Le chiffre d'affaires par nature se décompose ainsi :

(en milliers d'euros)	2011		2010	
Ventes de Licences	8 629	28%	6 146	24%
Prestations de services	8 549	27%	7 189	28%
Ventes de Matériel	8 298	27%	6 494	25%
Support	5 808	19%	5 667	22%
Total	31 283	100%	25 496	100%

La ventilation du chiffre d'affaires, très similaire au cours des deux années, n'appelle pas de commentaire particulier.

1.3.1.3 Endettement

L'évolution de l'endettement peut se traduire dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Liquidités		
A Trésorerie 1	4 925	3 762
B Placements		
C Valeurs mobilières de placement 2	150	43
D Total A + B + C	5 075	3 805
E Actifs financiers courants		
Dettes court terme		
F Dette bancaire court terme	110	840
G Part court terme des emprunts obligataires		
H Autres dettes court terme 3	470	645
I Total F + G + H	580	1 485
J Endettement financier court terme : I - D - E	-4 495	-2 320
Dettes long terme		
K Dette bancaire long terme	1 071	851
L Part long terme des emprunts obligataires		
M Autres dettes long terme 4	25	
N Total K + L + M	1 096	851
O Actifs Financiers non courants 5	209	194
P Endettement financier net long terme : N - O	887	657
Q Endettement financier net J + P	-3 608	-1 663

1 : Disponibilités dont tirage sur ligne d'affacturage
2 : SICAV et FCP monétaires et FCP garantis à moins d'un an
3 : Tirage sur factor
4 : Part à plus d'un an des dettes crédit bail
5 : Fonds de garantie des contrats d'affacturage, cash bloqué et dépôt de garantie divers

L'endettement financier négatif traduit l'absence d'endettement net (ressource), tant à court terme qu'à long terme.

L'endettement financier court terme baisse de 2.175 milliers d'euros en 2011. L'endettement financier net à long terme quant à lui augmente de 230 milliers d'euros, soit une diminution de l'endettement financier net total de 1.945 milliers d'euros.

1.3.1.4 Activité en matière de recherche et développement (R&D)

Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année représentent 2.225 milliers d'euros. La dotation aux amortissements de l'exercice correspondant est de 2.269 milliers d'euros, créant un impact négatif 44 milliers d'euros sur le résultat opérationnel courant.

L'actif net immobilisé s'élève à 3.663 milliers d'euros.

1.3.1.5 Filiales et participations

Vous trouverez ci-après un tableau résumant la situation des filiales :

Filiale (en milliers)	Capital (en devises)	Capitaux propres autres que le capital (en devises)	%	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		Montant des cautions et avals donnés par la société	CA.H.T. du dernier exercice clos (KE)	Résultat (KE)	Observations devises 1 €=
				Brute (KE)	Nette (KE)	Brute (KE)	Nette (KE)				
Dalet Digital Média Systems USA	7.172 KUSD	(4.563) KUSD	100.00%	5 768	5 294	-	-	-	9 152	380	1.391955 USD
Dalet Limited	5 KGBP	89 KGBP	100.00%	8	8	-	-	-	455	12	0.867884 GBP
Dalet Sistemas Espana	60 KE	89 KE	99.98%	60	60	-	-	-	245	10	
Gefen	50 KILS	9.070 KILS	99.90%	10	10	-	-	-	7 148	443	4.977511 ILS
Dalet GmbH	25 KE	14 KE	100.00%	3 604	39	-	-	-	0	-43	
Dalet Australia Pty Ltd	-	314 KAUD	100.00%	-	-	68	68	-	1 549	7	1.348395 AUD
Dalet Systems Asia Pte	200 KSGD	(814) KSGD	100.00%	114	-	362	-	-	469	19	1.748873 SGD
Gruppo TNT S.R.L	102 KE	664 KE	100.00%	1 986	1 986				6 339	511	
TOTAL				11 550	7 397	430	68			1 339	

- Le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.
- Aucun dividende n'a été perçu par Dalet S.A. de la part de ses filiales

Activité des principales sociétés :

(en milliers)	2010		2011	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Digital Média Systems Inc.				
Chiffre d'affaires		6		
	8 764	611	12 739	9 152
Résultat Net	331	250	529	380
Gefen				
Chiffre d'affaires		6		
	29 813	023	35 579	7 148
Résultat Net	961	194	2 207	443
Gruppo TNT Srl				
Chiffre d'affaires		4		
		198		6 339
Résultat Net		104		511

Gefen : cette société concentre l'essentiel des équipes « produit » (développement, support, qualité). Les charges sont refacturées au groupe.

Petites filiales exerçant une représentation commerciale et technique :

Ces petites filiales fonctionnent toutes selon un schéma de financement « cost plus » vis-à-vis de la société mère.

(en milliers)	2010		2011	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Australia Pty Ltd (Australie)				
Chiffre d'affaires	2 420	1 678	2 089	1 549
Résultat Net	40	28	9	7
Dalet Systems Asia Pte (Singapour)				
Chiffre d'affaires	585	324	820	469
Résultat Net	30	17	34	19
Seven Srl (Italie) (*)				
Chiffre d'affaires		325		0
Résultat Net		-1		0
Dalet Limited (Angleterre)				
Chiffre d'affaires	312	364	395	455
Résultat Net	9	10	10	12
Dalet GmbH (Allemagne)				
Chiffre d'affaires		119		0
Résultat Net		64		-43
Dalet Sistemas España (Espagne)				
Chiffre d'affaires		251		245
Résultat Net		10		10

(*) Seven a fusionné avec Gruppo TNT au cours de l'exercice 2011

1.3.2 Perspectives d'avenir du Groupe

L'année 2011 a été marquée par des développements importants de la société sur ses marchés :

- Dalet s'est affirmé comme l'un des 3 principaux fournisseurs de solutions de Media Asset Management au niveau international, avec de nouvelles références prestigieuses telles que Turner, Canal+, Mediaset, France Télévisions. Il s'agit de permettre aux diffuseurs et plus largement, aux producteurs de contenus multimédias, d'organiser et de mieux valoriser leurs contenus audio et/ou vidéo et leur catalogue de programmes, au travers d'outils puissants de classification, recherche, généalogie et taxonomie (techniques de web sémantique), ordonnancement des tâches de production, gestion multi-langues des sous-titres. Dans certains grands projets, ces fonctionnalités du système Dalet sont entièrement intégrées dans

le cadre d'un portail entreprise (au travers de techniques modernes de type Google gadgets par exemple).

- 2011 a vu la consolidation de la forte notoriété de la marque sur le marché des « news » avec de nouvelles commandes des grands diffuseurs acquis comme références les années précédentes, notamment les groupes américains NBC, Time Warner et BrightHouse.
- enfin, le serveur vidéo Dalet Brio, technologie directement issue de l'acquisition de Gruppo TNT, a enregistré des premières références majeures auprès de grands diffuseurs en Europe, Amérique du Nord et en Asie.

En 2012, Dalet table sur une poursuite de son activité sur ses différents marchés géographiques. Dalet a annoncé notamment lors du salon NAB (Las Vegas avril 2012) sa nouvelle génération de plateforme technologique Dalet Galaxy, qui intègre parmi ses avancées majeures, d'une part un moteur de Business Process Management, d'autre part un éditeur multimédia (audio et vidéo) proposant de riches fonctionnalités, le tout avec une interface graphique et une ergonomie totalement renouvelée.

Aux marchés déjà cités s'ajoutent un nouveau marché, celui du Sport, avec la solution Sports Factory. Sports Factory combine le moteur d'Asset Management de Dalet et les applications spécialisées de logging et de ralenti Sport issues de l'acquisition de la société Gruppo TNT. Ceci devrait permettre à Dalet de gagner en 2012 ses premières grandes références dans ce marché stratégique.

1.3.3 Risques stratégiques

1.3.3.1 Risques liés aux évolutions technologiques

Le Groupe évolue dans un environnement où les évolutions technologiques sont rapides et génèrent de nouveaux besoins. Le développement des activités du Groupe dépend donc en grande partie de sa capacité à anticiper ces évolutions technologiques en maintenant un effort de Recherche & Développement important.

1.3.3.2 Risque de dépendance à l'égard de la conjoncture économique

Bien qu'une part significative de l'activité soit liée à des contrats de maintenance récurrents, le Groupe n'est pas à l'abri d'une baisse d'activité soudaine, affectant ainsi son activité, son résultat d'exploitation et sa situation financière.

1.3.4 Risques juridiques

La société n'a aucun procès en cours dans lequel elle serait en position défensive.

À la connaissance du Groupe, il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir ou d'avoir eu dans un passé récent une importance significative sur le patrimoine, la situation financière, l'activité ou les résultats du Groupe qui n'ait fait l'objet d'une provision.

Le Groupe s'appuie sur des droits de propriété intellectuelle qui sont le support de son savoir-faire technologique et de son identité commerciale. Il est donc important pour le Groupe d'assurer une protection efficace de ces droits dans les pays dans lesquels il intervient.

Ainsi, la marque Dalet est déposée en France auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle. Elle est également déposée dans une dizaine de pays européens, et a été inscrite au registre international pour l'Union Européenne et la Russie. En outre, le Groupe a déposé une demande d'enregistrement de la marque Dalet aux Etats Unis, sans que le Groupe ne puisse aujourd'hui garantir l'acceptation de cet enregistrement. Enfin, les codes sources des différents programmes sont déposés périodiquement au nom de Dalet auprès de LOGITAS (www.logitas.com).

Dans ses relations avec ses clients et avec ses collaborateurs, la politique de Dalet est de contrôler par des clauses contractuelles l'accès à sa propriété intellectuelle ainsi que sa diffusion.

Toutefois, Dalet ne peut garantir que les dispositions mises en place en vue de protéger ses droits de propriété intellectuelle empêcheront le détournement ou l'utilisation illicite de son savoir-faire par des tiers, ou que ses concurrents ne développeront des technologies similaires aux siennes.

Dalet n'exploite pas de brevets appartenant à des tiers.

1.3.5 Risque de crédit ou de contrepartie

Dalet n'est pas en situation de risque particulier vis-à-vis de ses plus gros clients qui sont de grands noms des médias privés ou publics. Dalet n'a pas connu en 2011 de défaillance de débiteurs impactant significativement ses comptes.

La somme totale du poste client hors dépréciations au 31 décembre 2011 était de 11.512 milliers d'euros contre 11 533 milliers d'euros l'année précédente. Les risques clients sont provisionnés à hauteur de 246 milliers d'euros, soit 2,1 % des créances clients brutes contre des provisions de 519 milliers d'euros au 31 décembre 2010, soit 4,5 % des créances, ce qui traduit une diminution du risque provisionné.

1.3.6 Risques opérationnels

1.3.6.1 Risques liés aux fournisseurs

Dalet ne discerne dans ses relations avec ses fournisseurs aucune situation de dépendance pouvant provoquer un risque particulier.

1.3.6.2 Risques liés aux gros clients

Le chiffre d'affaires est plus concentré qu'en 2010 sur un petit nombre de grands comptes.

	le plus gros	5 plus gros	10 plus gros
2011	17%	40%	53%
2010	9%	32%	46%

1.3.7 Le risque de liquidité

Le Groupe dispose au 31 décembre 2011 d'une trésorerie de 5,1 millions d'euros et présente un endettement financier à court terme en diminution de 2,2 millions d'euros pour s'établir à 0,6 million d'euros. L'endettement à long terme s'élève à 1,1 million d'euros.

Si toutefois une évolution défavorable rendait l'apport de capitaux supplémentaires nécessaire, l'obtention de ces ressources financières additionnelles pourrait se révéler difficile.

1.3.8 Risques de marché

1.3.8.1 Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2011 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.

1.3.8.2 Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant et des capitaux propres à une variation de 10% des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise	USD		NIS	
	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	2,9%	914	0,0%	11
Résultat Opérationnel courant	2,7%	36	3,4%	45
Capitaux propres consolidés	-2,9%	340	4,8%	555

1.4 Assurances et couverture des risques

Les principales polices du Groupe couvrent la responsabilité civile et les risques.

Concernant la responsabilité civile professionnelle, la garantie est 4.500.000 euros par an et par sinistre sans limitation zone géographique.

Les différentes implantations du groupe sont couvertes par des polices multirisques n'appelant pas de commentaire particulier.

Par ailleurs, compte tenu de ses spécificités, Dalet n'a pas jugé utile de se couvrir en perte d'exploitation.

1.5 Approbation des comptes consolidés

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes, de bien vouloir approuver les comptes consolidés tels qu'ils vous sont présentés.

2. Rapport de gestion sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé

2.1. Faits marquants de l'exercice

Se référer au paragraphe 1.1 du rapport sur la gestion du groupe.

2.2. Activité et résultats sociaux de l'exercice écoulé

Le chiffre d'affaires hors taxes de cet exercice social s'élève à 20.286.058 euros contre 16.600.188 euros au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu d' une production immobilisée de 2.225.975 euros, de subventions d'exploitations pour 1.250 euros, de reprises sur provisions de 270.511 euros, de transferts de charges et autres produits d'exploitation pour un montant de 182.018 euros, le total des produits d'exploitation s'élève à 22.965.812 euros contre 19.003.613 euros en 2010.

Les charges d'exploitation se sont élevées pour leur part à 23.416.078 euros contre 19 216 013 euros l'année précédente.

Les différents postes sont les suivants :

- Achat de marchandises et variations de stocks1.412.139 euros
- Autres charges externes : 14.389.758 euros
- Impôts, taxes et versements assimilés :310.326 euros
- Charges de personnel :4.483.649 euros
- Dotations aux amortissements et provisions :.....2.729.121 euros
- Autres charges.....91.085 euros

L'exploitation a ainsi généré une perte de 450.266 euros.

Compte tenu d'un résultat financier positif de 254.701 euros, d'un résultat exceptionnel de 83.937 euros et d'un produit d'impôt sur les sociétés de 654.362 euros, le résultat de l'exercice se traduit par un bénéfice de 542.734 euros.

Les valeurs mobilières de placement sont composées 10.705 actions propres valorisées à 39.980 euros.

Vous trouverez ci-après en **Annexe 1** le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

2.3. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément à la continuité de l'exploitation, à l'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les frais de développement sont activés dans le respect des critères prévus par le règlement CRC-2004-06.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2.4. Dividendes antérieurs

Nous vous demanderons de prendre acte, en application des dispositions de l'article 47 de la loi du 12 juillet 1965 (article 243 bis du Code Général des Impôts) qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices sociaux.

2.5. Délais de paiements

Conformément aux termes de l'article L 441-6 -1 alinéa 1 du Code de Commerce, nous vous informons de la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

31-déc.-10						
	non échu	moins de 30 jours	entre 30 et 60 jours	entre 60 et 90 jours	plus de 90 jours	
Groupe	1 243 288	277 642	370 000	0	0	
France	221 033	85 512	-11 672	4 463	63 506	
International hors						
Groupe	292 079	7 997	0	108 677	54 649	
Total	1 756 401	371 151	358 328	113 140	118 155	

31-déc.-11						
	non échu	moins de 30 jours	entre 30 et 60 jours	entre 60 et 90 jours	plus de 90 jours	
Groupe	1 090 833	1 473 490	79 222	58 925	65 282	
France	302 720	102 693		276	8 588	
International hors						
Groupe	276 354	217 565	127 238	221 039	234 013	
Total	1 669 907	1 793 749	206 460	280 241	307 883	

Hors facture en litige et opération intergroupe faisant l'objet de dispositions particulières, les délais de paiements moyens se situent entre 30 et 60 jours.

2.6. Activité en matière de recherche et de développement

Dalet SA a activé au cours de l'exercice 2011, les dépenses de développement de sa famille de logiciels DaletPlus, dans la mesure où elles respectent les critères définis par le règlement 2004-06 du CRC.

Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année 2011 représentent 2.225.975 euros. La dotation à l'amortissement de l'exercice correspondant est de 2.269.210 euros. L'impact sur le résultat d'exploitation est de (43.234) euros.

2.7. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquies du Code Général des Impôts, il est précisé que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses visées aux articles 39-4 et 39-5 du même Code, non déductibles du résultat fiscal.

2.8. Situation de la société, perspectives d'avenir

En ce qui concerne la situation de la société et de ses perspectives d'avenir, nous nous référons à la première partie du présent rapport concernant la gestion du groupe.

2.9. Affectation des résultats

Nous vous proposons d'affecter le résultat net de l'exercice soit : **542.734 euros**

à la réserve légale pour 27.137 euros

qui passerait ainsi à 246.378 euros

et au report à nouveau pour 515.597 euros

qui passerait ainsi à 515.597 euros

2.10. Conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce

Votre conseil d'administration a donné toutes informations utiles aux Commissaires aux comptes afin de leur permettre d'établir leur rapport spécial sur les conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce.

Il vous sera donné lecture de ce rapport.

Les principales conventions sont énumérées et détaillées dans le Rapport Spécial du Conseil à l'assemblée, sur les conventions réglementées, dont il vous sera donné lecture.

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture de ces rapports, de bien vouloir approuver une à une les opérations visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce décrites dans lesdits rapports.

2.11. *Approbation des comptes, Quitus*

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture de ces rapports, de bien vouloir approuver les comptes sociaux tels qu'ils vous sont présentés, de donner quitus à vos administrateurs pour leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

2.12. *Rapport sur les comptes annuels*

Il vous sera également donné lecture du rapport général de vos Commissaires aux comptes sur la vérification des comptes de l'exercice.

2.13. *Informations concernant le capital social*

2.13.1. *Capital social au 31 décembre 2011*

Au 31 décembre 2011, le capital social était de 7.058.944 euros, entièrement libéré, divisé en 3.529.472 actions d'une valeur nominale de 2,00 euros.

2.13.2. *Informations concernant la détention par la société de ses propres actions*

La société a procédé au cours de l'exercice à l'achat de 4 actions propres ISIN FR000076176 (actions non regroupées) et 10.705 actions propres ISIN FR0011026749 (actions regroupées). Nous vous rappelons que dans le cadre du regroupement d'actions décidé par le conseil d'administration du 24 février 2011, 4 actions ont été annulées afin d'ajuster le capital social à la nouvelle valeur nominale des titres.

Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice :	
actions non regroupées	4
actions regroupées	10.705
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice :	néant
Nombre d'actions transférées au cours de l'exercice :	
actions non regroupées	49.000
actions regroupées :	néant
Cours moyen des achats :	
actions non regroupées	3,73 euros
actions regroupées	0,82 euro
Cours moyen des ventes :	sans objet
Montant des frais de négociation :	non significatif
Nombre d'actions inscrites au nom de la société à la clôture de l'exercice :	10.705
Valeur de ces actions évaluées au cours d'achat :	41.160 euros
Valeur nominale de ces actions à la clôture de l'exercice :	2,00 euros
Motif des acquisitions effectuées : attribution d'actions gratuites à des dirigeants du groupe	
Affectation non encore décidée :	néant
Fraction du capital que ces actions représentent :	0,15%

A ce jour, la société n'a pas fait usage de produits dérivés, et n'a aucune position ouverte sur des produits dérivés.

2.14. Informations concernant les plans d'attribution gratuite d'actions, d'options de souscription et d'achat d'actions ainsi que les bons de souscription d'actions en cours

2.14.1. Plans d'attribution gratuite d'actions, d'options de souscription et d'achat d'actions

Aux termes du plan d'attribution gratuite d'action en date du 30 aout 2010, chacun des mandataires sociaux bénéficiaires dudit plan devra conserver 10% des actions attribuées au nominatif jusqu'à la cessation de ses fonctions.

2.14.2. Bons de souscription d'actions : néant

2.15. Répartition du capital social et des droits de vote

2.15.1. La répartition du capital social et des droits de vote au 31 décembre 2011 est la suivante :

- (1) actions non regroupées ISIN FR000076176
 (2) actions regroupées ISIN FR0011026749

<u>Actionnaires</u>	31-déc-10				31-déc-11			
	Actions (1)		Droits de vote		Actions (2)		Droits de vote	
<u>Dirigeants</u>								
Michaël Elhadad	596 746	3,38%	1 168 492	5,36%	127 348	3,61%	241 696	5,55%
Salomon Elhadad	76 789	0,44%	128 578	0,59%	15 358	0,44%	25 715	0,59%
David Lasry	579 342	3,28%	1 043 417	4,78%	128 868	3,65%	221 682	5,09%
Stéphane Guez	575 958	3,26%	1 126 916	5,17%	123 191	3,49%	233 382	5,36%
Stéphane Schlayen	106 188	0,60%	156 188	0,72%	22 238	0,63%	42 238	0,97%
<u>Investisseurs</u>								
ERIP	1 826 230	10,35%	1 826 230	8,37%	43 038	1,22%	43 038	0,99%
Windcrest Partners Ltd	1 635 218	9,27%	3 120 436	14,31%	422 043	11,96%	719 086	16,50%
OTC Asset Management	1 211 525	6,87%	1 211 525	5,55%	242 305	6,87%	242 305	5,56%
Hinsdale LCC (*)	565 000	3,20%	565 000	2,59%	129 000	3,65%	129 000	2,96%
Soje Fund LP (*)	-				531 030	15,05%	531 030	12,19%
Autres titres contrôlés par J. Pinto	145 000	0,82%	145 000	0,66%	66 755	1,89%	66 755	1,53%
<u>Auto détention</u>	49 000	0,28%			10 705	0,30%		0,00%
<u>Divers nominatif</u>	1 279 502	7,25%	2 317 081	10,62%	245 679	6,96%	439 388	10,08%
<u>Public</u>	9 000 866	51,00%	9 000 866	41,27%	1 421 914	40,29%	1 421 914	32,63%
<u>Total</u>	17 647 364	100,00%	21 809 729	100,00%	3 529 472	100,00%	4 357 229	100,00%

(*) Les fonds Hinsdale LLC et Soje LP sont gérés par M. John Pinto qui détient un pouvoir général statutaire donné par les actionnaires desdits fonds pour exercer les droits de vote au sein des assemblées des sociétés dont les titres sont détenus en portefeuille

2.15.2. Participation des salariés au capital de la Société

Notre société n'a mis en place aucun plan d'actionnariat au bénéfice des salariés. Les salariés actionnaires de la société ont régulièrement acquis leurs actions sur le marché. Il a toutefois été attribué des actions gratuites au cours de l'exercice à certains salariés.

2.15.3. Franchissement de seuil

Par courrier reçu le 18 mars 2011, complété par un courrier reçu le 23 mars 2011, M. John Pinto a déclaré, à titre de régularisation, pour son compte et celui de ses enfants mineurs, avoir franchi en hausse, le 9 mars 2011, directement et indirectement par l'intermédiaire des fonds Hinsdale LLC (Centerville Road, Suite 400, City of Wilmington, Country of New Castle, USA) et Soje Fund LP (324, Blackwell Street, Durham, Suite 1202 NC 27701, USA) qu'il gère, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la société DALET et détenir, à cette date et à ce jour, directement et indirectement, 1 184 184 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 6,71% du capital et 5,42% des droits de vote de cette société, répartis comme suit :

	Actions	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Hinsdale LLC	645 000	3,65	645 000	2,95
Soje Fund LP	335 184	1,90	335 184	1,53
John Pinto	145 000	0,82	145 000	0,66
Enfants mineurs de John Pinto	59 000	0,33	59 000	0,27
Total John Pinto	1 184 184	6,71	1 184 184	5,42

Ce franchissement de seuils résulte d'une acquisition d'actions DALET sur le marché.

Par courrier reçu le 26 mai 2011, complété notamment par un courrier reçu le 31 mai 2011, la société Wincrest Partners (Suite 3300, 750 Third Avenue, New-York, NY 10017 Etats-Unis), a déclaré avoir franchi en hausse, le 23 mai 2011, par suite d'une acquisition d'actions DALET hors marché, les seuils de 10% du capital et 15% des droits de vote de la société DALET et détenir 422 043 actions DALET représentant 719086 droits de vote, soit 11,96% du capital et 16,52% des droits de vote.

Par courrier reçu le 30 mai 2011, complété par un courrier reçu le 31 mai 2011, la société par actions simplifiée Edmond de Rothschild Investment Partners (47, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75401 Paris cedex 08) a déclaré, à titre de régularisation, avoir franchi en baisse, le 23 mai 2011, les seuils de 10% du capital et 5% du capital et des droits de vote de la société DALET et détenir, à cette date, 153 244 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 4,34% du capital et 3,52% des droits de vote.

Ce franchissement de seuils résulte d'une cession d'actions DALET sur le marché.

Le déclarant a précisé détenir, au 31 mai 2011, 151 242 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 4,29% du capital et 3,47% des droits de vote.

Par courrier reçu le 6 juillet 2011, complété par un courrier reçu le 7 juillet 2011, M. John Pinto a déclaré pour son compte et celui de ses enfants mineurs :

- à titre de régularisation, avoir franchi en hausse, le 10 juin 2011, directement et indirectement par l'intermédiaire des fonds Hinsdale LLC et Soje Fund LP qu'il gère le seuil de 10% du capital de la société DALET et détenir, à cette date, directement et indirectement, 355 069 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 10,06% du capital et 8,16% des droits de vote , répartis comme suit :

	Actions	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Soje Fund LP	185 269	5,25	185 269	4,26
Hinsdale LLC	129 000	3,65	129 000	2,96
John Pinto	29 000	0,82	29 000	0,67
Enfants mineurs de John Pinto	11 800	0,33	11 800	0,27
Total John Pinto	355 069	10,06	355 069	8,16

- avoir franchi en hausse, le 1er juillet 2011, directement et indirectement par l'intermédiaire des fonds Hinsdale LLC et Soje Fund LP qu'il gère, le seuil de 10% des droits de vote de la société DALET et détenir, directement et indirectement, 438 000 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 12,41% du capital et 10,06% des droits de vote de cette société, répartis comme suit :

	Actions	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Soje Fund LP	266 000	7,54	266 000	6,11
Hinsdale LLC	129 000	3,65	129 000	2,96
John Pinto	29 000	0,82	29 000	0,67
Enfants mineurs de John Pinto	14 000	0,40	14 000	0,32
Total John Pinto	438 000	12,41	438 000	10,06

Par courrier reçu le 7 octobre 2011, complété par un courrier reçu le 10 octobre 2011, M. John Pinto a déclaré pour son compte et celui de sa famille, à titre de régularisation, avoir franchi en hausse directement et indirectement, par l'intermédiaire des fonds Hinsdale LLC et Soje Fund LP qu'il gère :

- le 25 août 2011, le seuil de 15% du capital de la société DALET et détenir, à cette date, directement et indirectement, 529 972 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 15,02% du capital et 12,17% des droits de vote, répartis comme suit :

	Actions	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Soje Fund LP	336 094	9,52	336 094	7,72
Hinsdale LLC	129 000	3,65	129 000	2,96
John Pinto	32 964	0,93	32 964	0,76
Famille John Pinto	31 914	0,90	31 914	0,73

Total John Pinto	529 972	15,02	529 972	12,17
-------------------------	----------------	--------------	----------------	--------------

- le 23 septembre 2011, le seuil de 15% des droits de vote de la société DALET et détenir, à cette date, directement et indirectement, 656 685 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 18,61% du capital et 15,03% des droits de vote, répartis comme suit :

	Actions	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Soje Fund LP	462 807	13,11	462 807	10,60
Hinsdale LLC	129 000	3,65	129 000	2,95
John Pinto	32 964	0,93	32 964	0,75
Famille John Pinto	31 914	0,90	31 914	0,73
Total John Pinto	656 685	18,61	656 685	15,03

Ces franchissements de seuils résultent d'acquisitions d'actions DALET sur le marché.

Par ailleurs, il est précisé que la société Soje Fund LP a franchi individuellement en hausse les seuils de 10% du capital et des droits de vote de la société DALET.

Le déclarant a précisé détenir au 10 octobre 2011, pour son compte et celui de sa famille, directement et indirectement, par l'intermédiaire des fonds Hinsdale LLC et Soje Fund LP qu'il gère, 676 685 actions représentant autant de droits de vote, soit 19,17% du capital et 15,49% des droits de vote, répartis comme suit :

	Actions	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Soje Fund LP	482 807	13,68	482 807	11,05
Hinsdale LLC	129 000	3,65	129 000	2,95
John Pinto	32 964	0,93	32 964	0,75
Famille John Pinto	31 914	0,90	31 914	0,73
Total John Pinto	676 685	19,17	676 685	15,49

Par courrier reçu le 8 novembre 2011, M. John Pinto a déclaré, pour son compte et celui de sa famille, à titre de régularisation, avoir franchi en hausse, directement et indirectement, par l'intermédiaire des fonds Hinsdale LLC et Soje Fund LP qu'il gère, le 27 octobre 2011, le seuil de 20% du capital de la société DALET et détenir, à cette date, directement et indirectement, 706 505 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 20,02% du capital et 16,17% des droits de vote, répartis comme suit :

	Actions	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Soje Fund LP	512 627	14,52	512 627	11,74
Hinsdale LLC	129 000	3,65	129 000	2,95
John Pinto	32 964	0,93	32 964	0,75
Famille John Pinto	31 914	0,90	31 914	0,73
Total John Pinto	706 505	20,02	706 505	16,17

Ce franchissement de seuil résulte d'une acquisition d'actions DALET sur le marché.

Le déclarant a précisé détenir au 8 novembre 2011, pour son compte et celui de sa famille, directement et indirectement, par l'intermédiaire des fonds Hinsdale LLC et Soje Fund LP qu'il gère, 723 101 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 20,48% du capital et 16,55% des droits de vote, répartis comme suit :

	Actions	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Soje Fund LP	529 223	14,99	529 223	12,12
Hinsdale LLC	129 000	3,65	129 000	2,95
John Pinto	32 964	0,93	32 964	0,75
Famille John Pinto	31 914	0,90	31 914	0,73
Total John Pinto	723 101	20,48	723 101	16,55

Par courrier reçu le 26 janvier 2012, la société de droit américain Soje Fund LP (160 Greentee Drive, Suite 101 Dover, DE 19904, Etats-Unis) a déclaré, à titre de régularisation, avoir franchi individuellement en hausse, le 29 décembre 2011, le seuil de 15% du capital de la société DALET et détenir individuellement, à cette date, 531 030 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 15,05% du capital et 12,16% des droits de vote.

Ce franchissement de seuil résulte d'une acquisition d'actions DALET sur le marché.

Il est précisé que M. John Pinto, pour son compte et celui de sa famille, n'a franchi aucun seuil et détient, au 26 janvier 2012, directement et indirectement 787 068 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 22,30% du capital et 18,02% des droits de vote, répartis comme suit :

	Actions	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Soje Fund LP	574 604	16,28	574 604	13,16
Hinsdale LLC	129 000	3,65	129 000	2,95
John Pinto	38 464	1,27	38 464	1,03
Famille John Pinto	45 000	1,09	45 000	0,88
Total John Pinto	787 068	22,30	787 068	18,02

2.15.4. Informations relatives au capital autorisé mais non émis : point sur l'utilisation des autorisations globale ou individuelles consenties au conseil d'administration:

Conformément à l'article L.225-100 du code de commerce, vous trouverez en **Annexe 2** un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital. Ce tableau fait également apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice.

2.15.5. Évolution du cours du titre au cours de l'exercice écoulé

Nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice écoulé, le cours unitaire de l'action a oscillé entre 3,27 euros et 5,48 euros :

Mois	Plus haut	Plus bas	Volume
janvier-11	3,85	3,60	137 289
février-11	4,15	3,80	105 695
mars-11	4,85	3,85	232 005
avril-11	4,84	4,05	65 165
mai-11	5,44	4,43	500 993
juin-11	5,48	4,75	243 505
juillet-11	5,40	4,76	109 750
août-11	5,23	3,90	103 831
septembre-11	4,51	3,80	158 712
octobre-11	4,60	3,44	66 507
novembre-11	4,60	3,27	12 826
décembre-11	3,95	3,35	21 838
janvier-12	4,50	3,95	87 382
février-12	4,73	4,11	21 214

Source Euronext

2.16. Direction Générale / Gouvernement d'entreprise

Le conseil d'administration, dans sa séance du 26 juin 2002 a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général. En conséquence, il a maintenu M. David Lasry dans ses fonctions de Président Directeur Général.

2.16.1. Rémunérations attribuées aux mandataires sociaux

Jetons de présence versés en 2011

Néant

Rémunérations et avantages, de toute nature, attribués aux mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Les rémunérations indiquées sont des rémunérations brutes incluant les avantages en nature. Les rémunérations variables sont attribuées en fonction du respect des objectifs budgétaires du groupe. Aucun jeton de présence n'a été alloué aux membres du conseil d'administration pour l'année 2011. Il est précisé que Monsieur Lasry bénéficie d'un régime d'assurance chômage spécifique aux mandataires sociaux (GSC auprès de GAN Assurances) pour lequel les avantages en nature correspondants lui sont réintégrés.

Nom et Fonctions du dirigeant mandataire social	2010	2011
David LASRY - PDG		
<i>Rémunérations dues au titre de l'exercice</i>	148 118	166 251
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	124 800	néant
TOTAL	272 918	166 251
<i>Rémunérations versées au cours de l'exercice</i>	150 018	153 851
Stéphane GUEZ - DGD administrateur		
<i>Rémunérations dues au titre de l'exercice</i>	143 809	153 669
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	124 800	néant
TOTAL	268 609	153 669
<i>Rémunérations versées au cours de l'exercice</i>	145 091	147 634
Salomon ELHADAD - administrateur		
<i>Rémunérations dues au titre de l'exercice</i>	207 453	209 166
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	127 890
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
TOTAL	207 453	337 056
<i>Rémunérations versées au cours de l'exercice</i>	188 262	224 636
Michael ELHADAD - administrateur		
<i>Rémunérations dues au titre de l'exercice</i>	212 983	207 067
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	127 890
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
TOTAL	212 983	334 957
<i>Rémunérations versées au cours de l'exercice</i>	193 792	222 537
Windcrest Partner - administrateur		
<i>Rémunérations dues au titre de l'exercice</i>	néant	néant
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
TOTAL	0	0
<i>Rémunérations versées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
Stéphane SCHLAYEN - DGD non administrateur		
<i>Rémunérations dues au titre de l'exercice</i>	179 245	189 967
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	néant	néant
TOTAL	179 245	189 967
<i>Rémunérations versées au cours de l'exercice</i>	187 565	187 967

Stock Options

Administrateurs	Options de souscription d'action :		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exerçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. David Lasry	Néant	Néant	Néant
M. Stéphane Guez	Néant	Néant	Néant
M. Salomon Elhadad	Néant	Néant	Néant
M. Michael Elhadad	Néant	Néant	Néant
Windcrest Partners	Néant	Néant	Néant

Autres dirigeants	Options de souscription d'action		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exerçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	Néant	Néant	Néant

Actions gratuites

Administrateurs	Actions gratuites :		
	accordées pendant l'exercice	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. David Lasry	Néant	Néant	32.000
M. Stéphane Guez	Néant	Néant	32.000
M. Salomon Elhadad (1)	29.000	Néant	Néant
M. Michael Elhadad (1)	29.000	Néant	Néant
Windcrest Partners	Néant	Néant	Néant

(1) Par décision du conseil d'administration du 26 avril 2011 selon autorisation de l'AG du 24 juin 2010

Autres dirigeants	Actions gratuites :		
	accordées pendant l'exercice	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	néant	néant	20.000 (1)

(1) 10.000 par décision du conseil d'administration du 11 septembre 2007 selon autorisation de l'AG du 30 juin 2006 ;
10.000 par décision du conseil d'administration du 18 juillet 2006 selon autorisation de l'AG du 30 juin 2006.

2.16.2. Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés

PRENOM, NOM ET ADRESSE FONCTION	AUTRE MANDAT OU FONCTION EXERCE DANS TOUTE SOCIETE AU TITRE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL
M. David LASRY 16, rue Escudier à Boulogne-Billancourt 92100 Président Directeur Général	- Néant
M. Stéphane GUEZ 12 rue de Fontenay 92230 SCEAUX Administrateur et Directeur Général Délégué	- Dalet Digital Media Systems USA Inc. « President »
M. Salomon ELHADAD 106, rue du Faubourg du Temple à Paris 75011 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd. : President
M. Michael ELHADAD 18 avenue Mozart Paris 75016 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd : Directeur Recherche et Développement
Windcrest Partners 112 East 42Nd Street New York N6 10168 USA Administrateur	- ENNOV : Administrateur

2.16.3. Fonctionnement des organes d'administration

Conformément aux statuts, le conseil d'administration a choisi de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur Général. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Il est précisé que le conseil d'administration n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président Directeur Général en dehors de celles définies par la loi. Le Président est assisté de deux Directeurs Généraux Délégués, Messieurs GUEZ et SCHLAYEN, lui-même non administrateur.

Le conseil d'administration n'a pas jugé nécessaire au cours de l'exercice de se doter d'un règlement intérieur précisant ses règles de fonctionnement, ni de constituer de comité spécialisé.

Par ailleurs, il n'a pas été attribué de jetons de présence.

Le domaine d'action du conseil d'administration a compris la validation de la stratégie et des orientations du groupe, les opérations significatives (investissements, restructurations, ...) et le suivi de leur exécution ainsi que l'information importante fournie aux actionnaires et aux marchés financiers.

2.17. Informations relatives à la façon dont la Société prend en compte les conséquences environnementales et sociales de son activité

2.17.1. Conséquences environnementales

Les activités de Dalet SA ne mettant en jeu aucun processus de production ou de fabrication, elles ne peuvent constituer une agression de l'environnement naturel.

2.17.2. Conséquences sociales :

- **Effectifs**

Les effectifs moyens ont évolué comme suit :

<u>Personnel salarié</u>	2011	2010
Cadres	39	35
Employés	2	3
Total	41	38

<u>Personnel mis à disposition de l'entreprise</u>	2011	2010
Cadres	1,8	1,1
Employés		
Total	1,8	1,1

Il n'est pas fait appel à des travailleurs intérimaires.

En termes d'âge et d'ancienneté, la répartition est la suivante :

	moins de 25 ans	25-35 ans	36-45 ans	plus de 45 ans
nombre	6	14	9	13
ancienneté moyenne	0,8	3,6	8,6	15,4

- **Formation professionnelle**

Au cours de l'exercice, 19 milliers d'euros ont été consacrés à la formation professionnelle. Ces dépenses représentent 572 heures de formation. Les bénéficiaires ont été 8 salariés de l'entreprise.

- **Représentation du personnel** : la société ne possède pas de représentants du personnel ni de comité d'entreprise.
- **Emploi des travailleurs handicapés** : la société n'emploie pas de travailleurs handicapés.

Concernant le groupe, l'effectif annuel moyen 2011 est de 205 personnes.

- **Organisation du temps de travail** :

Le temps de travail est globalement organisé du lundi au vendredi.

Compte tenu de l'activité de la société, une partie des salariés est amenée à intervenir directement sur les sites des clients. Ainsi l'activité s'organise selon des plannings établis par services et en fonction des projets et des clients.

Sur certains projets, la société a été amenée à établir des plannings très spécifiques avec des astreintes le soir et le week-end. Ces aménagements ont fait l'objet de notes de services et ont été mis en place après accord des salariés participant.

- **Durée** :

- **Salariés à temps plein** :

La moyenne hebdomadaire effective de temps de travail est de 35h00 et les salariés disposent d'un jour de RTT par mois.

- **Salariés à temps partiel** :

La société n'emploie pas de salariés à temps partiel.

- **L'absentéisme et ses motifs** :

En 2011, la société a un taux d'absentéisme de 0,37 % contre 0,23 % en 2010.

- **Rémunération des salariés et leur évolution** :

La majorité des salariés est cadre et les rémunérations sont largement supérieures aux minimas fixés par la Convention Collective.

La révision des rémunérations se fait le plus souvent en début d'année, lors d'un entretien individuel.

- **Intéressement :**

La société a mis en place un accord d'intéressement des salariés à ses bénéficiaires qui a permis, en 2011, le versement d'un intéressement global de 19.290 €

En 2011, 43 salariés sont concernés par le versement de cet intéressement.

- **Egalité professionnelle entre hommes et femmes :**

En 2011, l'effectif moyen était de 34 hommes et de 7 femmes.

- **Importance de la sous-traitance :**

La société a recours à la sous-traitance dans l'exécution des projets en appoint des ressources internes disponibles dans la société ou dans le Groupe.

Il est également fait appel à certaines compétences non présentes dans le Groupe sous forme de sous-traitance générale.

- **Impact territorial de la société en matière d'emploi et de développement régional :**

La société, basée à Levallois-Perret, emploie en grande majorité des salariés résidant en Ile de France.

De par leurs très faibles effectifs, les filiales étrangères de Dalet ont un impact négligeable sur le développement régional et les populations locales.

2.18. Relations Dirigeants / actionnaires avec la société

2.18.1. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur, dans celui d'une société qui en détient le contrôle, dans celui d'une filiale ou chez un client ou un fournisseur de l'émetteur

Voir paragraphe 2.14.1

2.18.2. Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration et de direction et de surveillance

Voir Rapport Spécial des commissaires aux comptes.

2.18.3. Prêts et garanties, accordés ou constitués en faveur des organes d'administration, de direction et de surveillance

Néant

2.18.4. Actifs appartenant directement ou indirectement aux dirigeants ou à des membres de leur famille

Néant

2.19. Plan d'options de souscription ou d'achat d'actions et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE)

Néant

2.20. Intégration dans le présent rapport des éléments requis par l'article L 225-100-3 du code de commerce et susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Néant

2.21. Structure du capital de la société

Voir table de capitalisation dans le présent rapport § 2.15.1

2.22. Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11

Néant

2.23. Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12

Néant

2.24. Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci

Néant

2.25. Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier

Néant

2.26. Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote

Néant

2.27. Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société

Les statuts de la société dans ces domaines ne dérogent pas aux principes généralement admis en matière de société anonyme.

2.28. Pouvoirs du conseil d'administration, liés en particulier à l'émission ou au rachat d'action

Voir Annexe 2

2.29. Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts

Néant.

3. Proposition de renouvellement ou d'autorisation de délégations au Conseil d'Administration

Nous vous renvoyons pour ces résolutions, qu'elles soient ordinaires ou extraordinaires au rapport spécial prévu à cet effet.

ooo ooo ooo

Nous nous tenons à votre disposition pour vous donner toutes les explications complémentaires que vous pourriez désirer.

En cas d'accord de votre part, nous vous invitons à approuver les résolutions qui vous sont présentées.

Le Conseil d'Administration

Annexe 1 : Tableau des 5 derniers exercices

	2007	2008	2009	2010	2011
Capital en fin d'exercice					
Capital social	7.010.546	7.010.546	7.058.946	7.058.946	7.058.944
Nombre d'actions ordinaires	17.526.364	17.526.364	17.647.364	17.647.364	3.529.472
Nombre maximum d'actions à créer :					
▪ Par droit de souscription	315.800	239.700	112.000	424.000	122.000
▪ Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
Opérations et résultat					
Chiffre d'affaires hors taxes	13.087.770	14.235.386	14.195.028	16.600.188	20.286.058
Résultat avant impôts, participation, dotations nettes aux amortissements et provisions	2.480.603	1.975.904	2.115.151	1.456.183	1.995.048
Impôts sur les bénéfices	-28.555	-192.942	-317.038	-515.589	-654.362
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation, dotations nettes aux amortissements et provisions	-766.362	127.401	1.062.025	3.065.380	542.734
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions	+0,143	+0,124	+0.138	+0.112	+0.751
Résultat après impôts, participation, dotations nettes aux amortissements et provisions	-0,044	+0.007	+0.060	+0.174	+0.154
Dividende attribué					
Personnel					
Effectif moyen des salariés	28	29	30	39	41
Montant de la masse salariale	2.112.926	2.205.263	2.123.454	2.616.667	3.045.837
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécu. Soc. œuvres sociales)	919.021	993.304	929.106	1.165.161	1.437.812

**Annexe 2 : Tableau récapitulatif des autorisations
d'émission de titre de capital et de créance en cours de
validité et niveau de leur utilisation.**

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions</i>	24 juin 2010	23 aout 2013	500.000 actions	Néant	
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec maintien du droit préférentiel de souscription et par offre au public</i>	24 juin 2010	23 aout 2012	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, avec suppression du droit préférentiel de souscription et par offre au public</i>	24 juin 2010	23 aout 2012	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription et par placement privé</i>	24 juin 2010	23 août 2012	20 % du capital social	Néant	
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission de titres complémentaires dans le cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription</i>	24 juin 2010	23 août 2012	15 % de l'émission initiale	Néant	
<i>Délégation de pouvoirs donnée au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou autres titres de la société ou des valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 10% du capital de la société en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital</i>	24 juin 2010	23 août 2012	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Autorisation donnée au conseil à l'effet de procéder, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la société ou de son groupe, ou de certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre</i>	28 juin 2011	27 aout 2013	5 % du capital social	Néant	
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de créer toutes actions ou valeurs mobilières sans droit préférentiel de souscription, donnant droit immédiatement ou à terme à une quotité du capital en cas d'offre publique d'échange initiée par la société</i>	28 juin 2011	27 décembre 2012	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation de tout ou partie de ses propres actions</i>	28 juin 2011	27 décembre 2012	10 % du capital social	Néant	
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves ou bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise</i>	24 juin 2010	23 aout 2013	5.000.000 €	Néant	5.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Autorisation au Conseil d'Administration d'utiliser les délégations d'augmentation et de réduction du capital social en période d'offre publique visant les titres de la Société</i>	24 juin 2010			Néant	
<i>Délégation de compétence donnée au conseil à l'effet d'augmenter le capital en faveur des salariés de la société ou des sociétés de son groupe, adhérant à un plan d'épargne d'entreprise</i>	24 juin 2010	23 aout 2012	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €

Annexe 3 Tableau relatif à la publicité des honoraires des Commissaires aux Comptes

Effectué au titre de l'article 221-1-2 du
Règlement Général de L'Autorité des Marchés Financiers

* * *

en milliers d'euros		DELOITTE ET ASSOCIES				Alain LAHMI			
		2010		2011		2010		2011	
		KE	%	KE	%	KE	%	KE	%
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	Emetteur	51,0	81 %	23,5	38 %	12,0	100 %	15,5	100 %
	Filiales intégrées globalement	12,0	19 %	37,6	61 %	néant	-	néant	-
Missions accessoires	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	néant	-	1,0	1 %	néant	-	néant	100 %
<i>Sous total</i>		63,0	100%	62,1	100%	12,0	100%	15,5	100%
Autres prestations le cas échéant	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	néant	-	15,6	100%	néant	-	néant	-
<i>Sous total</i>				15,6	100%	néant		néant	
Total		63,0	100%	77,7	100 %	12,0	100 %	15,5	100 %

* * *